



Investir dans les populations rurales

Niger

Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions

Revue à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de mission: 06 - 22 JUIN 2019

Date du document 30/12/2019

Identifiant du projet 1100001688

Numéro du rapport: 5208-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

ACAP	Appui conseil agricole paysan
AcSSA	Action Sécurité et Souveraineté Alimentaire au Sahel
AEP	Adduction d'Eau Potable
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
AS	Activité Structurante
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
ATNSE	Assistant Technique National en Suivi-Evaluation
AV	Animateur villageois / Animatrice villageoise
BAGRI	Banque Agricole
BCER	Brigades Communales d'Entretien Routier
BEELI	Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact
BEOME	Brigades d'Entretien des Ouvrages de Mobilisation des Eaux
CC	Centre de Collecte
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ-Ecole Paysan
CEPM	Champ-Ecole Paysan Maraîcher
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
CMNND	Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNSEE	Centre National de la Surveillance Ecologique et Environnementale
COFO	Commission Foncière
COGES	Comité de Gestion
COSOP	Programme d'Option Stratégique pour le Pays
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CTL	Cellule Technique Locale
CTR	Comité Technique Régional
CVGER	Comité villageois de gestion et d'entretien routier
CVSE	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DGGR	Direction Générale de Génie Rural
DIPE	Démonstration d'Initiative Paysanne en Elevage
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DTS	Droits de Tirage Spéciaux

EIES	Etudes d'Impact Environnemental et Social
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Francs de la Communauté Financière de l'Afrique
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FISAN	Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupement d'Appui-Conseil Agricole Paysan
GFS	Greniers Féminins de Soudure
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative 3N
HG	Hadin Guywa
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IDCC	Intégration de la Dimension Changement Climatique
i3N	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
IF	Institutions Financières
IME	Infrastructures de mobilisation des eaux
IMF	Institutions de Micro-Finance
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
JDC	Jardin de Case
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marché de Demi-Gros
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEq	Ministère de l'Équipement
MER	Micro-Entreprises Rurales
MMD	Mata Masu Dubara (femmes en action)
MP	Maison du Paysan
NORAD	Agence norvégienne de développement
OFID	OPEC Fund for International Development
OME	Ouvrage de mobilisation des eaux
ONAHA	Office national des aménagements hydro-agricoles
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDC	Plan de Développement Communal
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Programme de Développement Économique et Social
PF ou PFC	Plateforme de Commercialisation
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PPC	Petits Périmètres Communautaires
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPP	Partenariat Public Privé

PRECIS	Projet de Renforcement de la Résilience des communautés Rurales à l'insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Niger
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RC	Responsable de Composante
REIES	Rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RPM	Responsable Passation des Marchés
RRD	Réfugié/Retourné/Déplacé
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SAF	Service Administratif et Financier
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
SE, S&E	Suivi et Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SMRO	Système de Mesure de Résultats Opérationnels
STD	Services Techniques Déconcentrés
SVPP	Services Vétérinaires Privés de Proximités
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
URGP	Unité Régionale de Gestion du Programme
USD	United States Dollars
EU	Etats-Unis
VSF	Vétérinaires sans Frontières

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Niger	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions	Classification du risque climatique (PESEC):	Pas encore disponible
N° du projet:	1100001688	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'agriculture
Type de projet:	Stockage, transformation et commercialisation	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Valantine Achancho		
Coordonnateur du projet:			
Zone du projet:	Maradi, Tahoua, Zinder		

Date d'approbation:	22/04/2015	Date de réception du dernier rapport d'audit:	25/06/2019
Date de signature:	25/07/2015	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	22/06/2019
Date d'entrée en vigueur:	21/09/2015		
Date d'éligibilité aux décaissements:	08/12/2015	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	7
Date du premier décaissement:	21/12/2015		
Date de la revue à mi-parcours:	06/06/2019	Nombre de prolongations:	0
Date d'achèvement prévue:	30/09/2023	Délai d'entrée en vigueur:	5 mois
Date d'achèvement actuelle:	30/09/2023		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Debt Sustainability Framework	\$24,250,000
	IFAD	\$24,250,000
	IFAD	\$11,897,700
	IFAD	\$12,364,570
	Debt Sustainability Framework	\$11,897,700
	Debt Sustainability Framework	\$12,364,570
	ASAP Trust Fund	\$12,970,500
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$11,138,400
	Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale	\$28,200,000
	National Government	\$33,399,600
Répartition du cofinancement	To be determined	\$0
	OPEC Fund for International Development	\$15,000,000
	Global Environmental Facility	\$7,636,422
Financement total du projet:		\$205,369,462

Mission en cours

Dates de mission:	06 - 22 JUIN 2019
Jours sur le terrain:	9

Composition de la mission: Equipe FIDA: M. Achancho Valentine, Directeur Pays pour le Niger, chef de mission, FIDA; M. Cherif Lawan, Chargé de Programme Niger, FIDA; Sanginga Pascal, Fonctionnaire Principal chargé des Investissements et Coordinateur Technique de la mission, FAO/DPI, Side Claude, Economiste, FAO/DPI; Subsol Sebastien, Expert en environnement et changement climatique, FIDA; Rosseti Federico, Expert en gestion financière, FIDA, Kemtsop Guy Augustin, Expert en Infrastructures, Consultant; Belle Sossoh Dieudonné, Expert Agronome, Consultant; Sanon Guy Raoul, Expert en analyse économique et financier, Consultant

Partie nationale: M. Abdou Chaibou, Directeur des études et de la programmation au MAG/EL, Chef de mission; M. Alyou Abdou Ali, DSI/MP; M. Bachir Amadou, HCI3N; M. Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL; M. Aboubacar Mamadou Kourna, DGA/MAG/EL; Col Salifou Maman Bassirou, DEP/MESU/DD; M. Boubacar Boureïma, DGRR/Meq; M. Mahamadou Aboubacar, chargé des aspects nutrition, genre, ciblage, et leadership féminin, HCI3N; M. Ahmed Oumarou, consultant chargé des aspects environnementaux, et changements climatiques; M. El Hadj Issa YAHAYA, consultant en gestion financière et passation des marchés.

Equipe du Programme : M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP ; M. Chaibou Magagi, ATN/CF ; M. Mamane Moustapha, ATN/GC ; M. Saley Sadikou, ATN/SE ; Dr Amadou Abdoulaye, ATN/Veto ; Majah Mohamed, ATN/AEF ; Mme Moctar Ramatou, ATN/GRN/CC ; M. Soumaila Abdoulaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, M. Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/Zinder, M. Marou Bodo, Coordonnateur URGp/Tahoua ; Les équipes des URGp étaient présentes sur le terrain.

Lieux visités: Région de Maradi: Dama, Dan Mallan Bougache, Danja, Dan Moussa, Garin Bori, Gounnaka, Gourdjia, Guidan Roudji, Kore, Laoudi limis, Matséhi, Maradi, Tessaoua, Tibiri, Tsayin Daka, Wa Agona, Yawayawa et Zabon Mouso; Région de Tahoua: Azarori, Dogaraoua, Ibrogane, Kéhéhé, Kozga, Madata, Tadada, Tchiguili, Sabon Carré, Sabon Guida, Sarkaki, Toudoun Adaraoua et Yama; Région de Zinder: Bachangna, Galbi, Guidimouni, Kirchia, Makadaoua, Tchaba et Tiss.

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		5	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

Efficacité en matière de développement	5	Gestion du projet	5
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	5
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	5	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	5
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	5	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	5

Durabilité et transposition à plus grande échelle	5	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	5	Taux de décaissement acceptable	6
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	5	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de la participation des bénéficiaires	5	Fonds de contrepartie	2
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	3
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	5	Passation des marchés	3
Stratégie de retrait	5		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	5		

Pertinence	6
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Contexte.

Une mission conjointe du Gouvernement de la République du Niger et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), avec l'appui du Centre d'Investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), s'est déroulée au Niger du 06 au 22 juin 2019 pour procéder à la revue à mi-parcours (RMP) du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder. L'objectif global de la mission était d'évaluer l'état d'avancement du ProDAF, apprécier et documenter les résultats (effets) atteints à mi-parcours, évaluer la progression vers l'atteinte de ses objectifs et formuler des recommandations pour optimiser sa mise en œuvre afin d'atteindre les objectifs du Programme.

La méthodologie de la RMP a suivi les directives du FIDA et les termes de référence de la mission, utilisant cinq principaux critères d'évaluation, notamment: (i) la pertinence des interventions; (ii) l'efficacité de l'exécution; (iii) l'efficience du processus d'exécution d'ensemble; (iv) les effets et impacts sur la pauvreté; et (v) les perspectives de durabilité des acquis du Programme et de leur transposition à grande échelle. L'analyse a également porté sur l'identification des leçons utiles apprises de la conception et de l'exécution du Programme en vue de recommander des orientations pertinentes à prendre en compte dans les projets futurs du FIDA.

La mission a démarré par une série des réunions à Niamey avec les autorités nationales au Haut-Commissariat à l'Initiative les Nigériens nourrissent les Nigériens (I3N) avec M. Ali Bety, Ministre, Haut-Commissaire; au Ministère du Plan avec M. Yakoubou M. Sani, Directeur Général de la Programmation du Développement, et au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage avec M. Guessibo B. Diamoitou, Secrétaire Général et Président du Comité de pilotage du ProDAF.

La partie technique de la mission a démarré avec une séance technique de cadrage de la RMP avec la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et les Coordinateurs des Unités Régionales de Gestion de Programme (URGP) de Maradi, Tahoua, Zinder. La mission a ensuite facilité un atelier technique de deux jours à Maradi pour la présentation des rapports internes des URGP sur l'état d'avancement du Programme.

L'ensemble de la mission a conduit une journée de terrain dans six sites dans la région de Maradi. Trois équipes de la mission ont ensuite visité plus de vingt sites dans les trois régions du Programme pour mener des observations directes sur les réalisations du Programme et consulter les différentes parties prenantes notamment: les bénéficiaires, les groupements des producteurs, les partenaires de mise en œuvre du Programme, les autorités locales, les acteurs économiques, et les prestataires des services et les services techniques déconcentrés. Au retour des visites terrain, la mission a poursuivi les consultations avec les services techniques, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers au niveau national à Niamey.

Le processus de la RMP s'est poursuivi avec une réunion de restitution avec l'équipe de gestion du ProDAF (URGP et CENAT) à Niamey pour valider les observations de terrain et discuter les conclusions et les recommandations de la RMP. Au terme de la mission, une séance de synthèse et de restitution des principales conclusions et recommandations s'est tenue au Ministère du Plan présidée par le Secrétaire général en présence des représentants du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, du Haut-Commissariat de l'I3N et des autres services techniques de l'Etat.

Principaux accords de mission et conclusions

La performance globale du ProDAF est satisfaisante. A mi-parcours, le ProDAF a touché 172 537 ménages soit 58% des 290 000 ménages bénéficiaires initialement prévus. Les effets du Programme auprès des bénéficiaires comprennent: augmentation des rendements et de production agro-pastorale, reprise de biomasse sur les terres pastorales, augmentation de revenus notamment pour les femmes et les jeunes, l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des ménages. Les taux de réalisation physique et financière sont jugés satisfaisants. Cependant, certaines activités structurantes en relation avec les infrastructures de mobilisation des eaux, les infrastructures de marché et les pistes rurales connaissent du retard. La mission recommande des actions spécifiques pour accélérer et optimiser la mise en œuvre de ces activités en vue de générer les bénéfices attendus du Programme.

Consolidation de l'approche Programme Pays. Le ProDAF est mis en œuvre à travers trois URGP (Maradi, Tahoua et Zinder) qui jouissent d'une autonomie de gestion et une Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) qui fournit une assistance technique aux URGP. Pour assurer la cohérence des interventions de trois URGP, la CENAT devrait jouer un rôle plus stratégique de (i) programmation et planification stratégique, (ii) d'assurance qualité et harmonisation des approches et interventions du Programme, (iii) pilotage de la stratégie de mise à échelle du Programme, (iv) représentation et engagement politique afin d'influencer les politiques et faciliter la mobilisation des partenariats stratégiques.

Mobilisation des fonds de contrepartie. A la formulation du ProDAF, les contributions de l'Etat ont été fixées à 33,4 millions de dollars des États-Unis (\$EU) (soit environ 16,7 milliards de francs CFA) comme fonds de contrepartie représentant 16,1 % du financement total. La contribution en numéraires estimée à 14,8 million de \$EU (environ 7,4 milliards de francs CFA) n'a été mobilisée qu'à 5%. Compte tenu des contraintes budgétaires du pays dont les dépenses de sécurité ont atteint 19% des ressources budgétaires en 2018, la mission recommande une révision à la baisse de 75% (de 14,8 millions \$EU à 3,7 millions \$EU) de la contribution en numéraire du gouvernement au financement du projet.

Renforcement du système de suivi-évaluation. Le système actuel de Suivi-évaluation (S&E) du ProDAF comporte un nombre élevé (49) d'indicateurs principaux. Cependant, ce système est essentiellement axé sur le suivi des activités et des produits et moins sur les effets et impacts du Programme. La mission recommande un renforcement de S&E, notamment avec (i) une révision du cadre logique et son alignement avec le Système de Mesure des Résultats Opérationnels (SMRO) du FIDA; (ii) l'amélioration du dispositif de collecte des données, leur traitement et leur analyse; (iii) la production régulière des tableaux de bord pour les différents responsables du Programme; et (iv) l'opérationnalisation du système d'information géographique pour matérialiser les résultats du projet sur fonds cartographique.

Gestion Financière et passation des marchés. A la RMP, après 4 ans de mise en œuvre, le taux de décaissement global du ProDAF, en tenant compte de tous les instruments financiers actifs et de tous les bailleurs, s'atteste à 38%. Le taux global de décaissement du FIDA est de 33% et s'élèverait à 48% en prenant en compte les demandes de retrait des fonds en instance au FIDA. Le taux d'exécution de trois PTBA (2016-2017-2018) est jugé satisfaisant avec des décaissements respectifs de 66%, 70% et 90%. Cependant, des faiblesses et des risques majeurs concernent: (i) le flux des fonds et les tensions de trésorerie au niveau des URGP; (ii) le montant élevé des avances aux partenaires et au personnel et la forte lenteur dans leur justification; (iii) la concentration des comptes dans une seule banque; et (iv) le paiement des frais de mission forfaitaires au personnel chaque mois. Enfin, les longs délais d'exécution des procédures de passation des marchés et leur centralisation à Niamey, impactent négativement sur la performance du Programme.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Composante 1 « Renforcement durable de l'agriculture familiale »

Aménagement des bassins versants (AS1)

Le projet a atteint de bons niveaux de réalisation avec ses taux de réalisation à mi-parcours dépassent dans la plupart des cas 50 % des cibles finales: 11 200 ha de mesures de conservation des eaux et des sols en amont et sur les pentes des bassins versants, essentiellement des demi lunes pastorales, 86 000 ha de régénération naturelle assistée (RNA), 2 200 ha de prairies restaurées dans les couloirs de passage des transhumants (lutte contre le *Sida cordifolia*), 200 ha protégés par des haies vives, et 1 100 ha de dunes fixées. La mission a noté une bonne reprise de la végétation sur les sites restaurés, bien visible malgré le moment de la visite, la fin de la saison sèche. La moyenne de la biomasse herbacée à l'hectare est environ de 300 kg et peut atteindre dans certains cas plus de 1 000 kg. Ces bons résultats ont été enregistrés en raison d'une bonne organisation des comités de gestion des sites qui ont su maintenir la mise en défens par la mise à disposition des gardiens, de l'utilisation de plusieurs espèces d'arbres pour garnir les demi-lunes, la tenue de pépinières plurispécifiques gérées par des femmes. L'impact de la méthode du cash for asset sur les ménages bénéficiaires est par ailleurs clair et contribue à la sécurité alimentaire: limitation de l'exode des jeunes, achat de petit bétail par les femmes.

Infrastructures de mobilisation des eaux (AS2)

Pour mieux utiliser les ressources hydriques disponibles, le ProDAF développe trois types d'infrastructures de mobilisation des eaux (IME): (i) 139 seuils d'épandage^[1] incluant les Types 1 et 2; (ii) 6 mini-barrages et; (iii) 4 mares. Au total 50 seuils d'épandage de Type 1 ont été étudiés et 6 ont été construits (4% de la cible globale et 8% de la cible de la RMP) tous à Zinder, pour près de 275 ha. Pour les seuils de Type 2, trois ont été étudiés et leur construction est encore attendue. Un mini-barrage a été étudié et 5 sont en cours d'étude, leur construction n'est pas encore effective (un est en réhabilitation). Sur les quatre marres à aménager, une a été étudiée mais aucun n'a été réalisé. Au total, 42 seuils d'épandage sont en construction à des taux d'exécution physique variés^[2].

Compte tenu de la complexité et du volume important des activités liées au développement des mini-barrages, ils ne sauraient être confiés aux entreprises privées locales dont les capacités sont limitées au vue des prestations actuelles. Cependant, l'Office national des aménagements hydro-agricoles (ONAHA) dispose des capacités pour réaliser les travaux de construction des IME (ingénierie sociale et civile) dans les meilleurs délais.

^[1] Les types 1 couvrent jusqu'à 70 ha alors que le Type 2 couvre de 70 ha à 150 ha exploitables

^[2] **Tahoua (7 seuils):** un à 1%, 1 à 26% et 5 sites entre 60% et 90% **Maradi (24 seuils):** 10 achevés (non réceptionnés), 6 à plus de 50% et 8 à moins de 25%. **Zinder (11 seuils):** 6 construits et réceptionnés, 3 à plus de 50% et 2 à moins de 25%.

Aménagement des bassins de production (AS3) et Amélioration de la petite irrigation (AS5)

L'aménagement des bassins de production concerne la mise en œuvre des microprojets autour des mares, en amont et en aval de mini barrages et dans les bassins de production. A mi-parcours, 798 hectares soit respectivement 38% et 17% de la cible RMP et de la cible globale ont été aménagés au profit de 3 822 S'agissant des microprojets autour des mares et des mini barrages, aucun n'a encore été réalisé car aucune mare n'est déjà aménagée et aucun mini barrage n'est encore construit. La production en petite irrigation concerne le développement des cultures maraîchères (chou, oignon, poivron, tomate) à travers la mise en œuvre des Champs Ecoles Paysans maraîchers (CEPM). Il est prévu de mettre en œuvre 821 CEPM pour 30 000 producteurs/trices maraîchers sur une surface estimée de 7 500 ha. Le projet a réalisé 481 CEPM, soit 59%. Ce taux aurait pu être plus élevé n'eut été les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du mécanisme de financement à coûts partagés qui n'est pas encore effectif.

Adaptation de l'agriculture pluviale aux changements climatiques (AS4)

Le ProDAF met en œuvre les dispositifs de renforcement des capacités des producteurs dans l'amélioration de la productivité et de la production agricole à travers les Champs Ecoles Paysans (CEP), les CEPM et les Appuis Conseils Agricoles Paysans (ACAP). Dans ce cadre, il est attendu une augmentation de rendements des cultures de l'ordre de 30% grâce à l'adoption des innovations et pratiques agricoles enseignées et vulgarisées à travers les opérateurs d'appui conseil et les Groupements d'Appuis Conseil Agricoles Paysans (GACAP). Les principales thématiques vulgarisées concernant le changement climatique sont: l'application de la micro-dose, l'utilisation de semences améliorées, la fabrication et l'application des bio pesticides, la fabrication du compost, les techniques de conservation des eaux et restauration des sols, la RNA, le paillage. La compréhension du contexte de changement climatique est cependant variable en fonction des CEP. La formation des GSC sur la vulgarisation des impacts des changements climatiques peut être améliorée.

Les actions sont vulgarisées via les CEP et ACAP concourent en grande partie à l'adaptation au changement climatique: 345 CEP et 5606 dispositifs ACAP ont été mis en place et encadrent environ 30 producteurs par CEP et 10 par ACAP. Les apprenants reportent de bons taux d'adoption des techniques d'adaptation au changement climatique avec 87 % pour les semences à cycle court, 60 % pour le compost, 47 % pour la RNA (qui dépend du stock de semences d'arbres sur le terrain). La mission a constaté que le programme a réalisé dans certains cas dans un même village, à la fois des CEP et des ACAP. Cette situation mène à la confusion et à la dispersion des efforts et des ressources. L'enseignement des producteurs par leurs pairs à travers les ACAP semble être plus efficace et efficient. *Par conséquent, la mission recommande de ne pas mener ces deux activités dans un même village.*

Amélioration du petit élevage et de l'aviculture (AS6)

Le programme a prévu la mise en œuvre des dispositifs d'innovation paysanne en élevage (DIPE) pour booster les productions animales et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la capacité de résilience des petits producteurs. Après environ quatre années de mise en œuvre, on note les progrès suivants (i) 3 services vétérinaires privés de proximité mis en place sur les 6 prévus (taux de réalisation de 50%); (ii) 6 campagnes de vaccination contre la maladie de Newcastle sur les 21 attendues (taux de réalisation de 29%), (iii) 133 DIPE mis en place sur les 161 prévus (réalisation de 83%); (iv) 2468 kits caprins distribués aux femmes des ménages vulnérables, sur les 3188 kits prévus (taux de réalisation de 77%), et (v) 603 kits volaille sur 2276 prévus, soit 77% de la cible RMP.

Cependant, le processus d'installation des vétérinaires privés de proximité n'a pas été achevé. Le faible suivi effectué par le service de l'élevage a entraîné un taux de mortalité important des poules octroyées. Sur 2300 poules octroyées on a enregistré 442 morts soit (environ 19% de perte), en partie à cause de (i) faible rigueur dans la mise en quarantaine des animaux; (ii) faible entretien des animaux par les fournisseurs; et (iii) faible suivi par les services compétents après octroi des animaux. La mission recommande d'arrêter l'octroi des kits volaille et, par conséquent les activités de vaccination contre la maladie de Newcastle.

Renforcement des capacités (AS7)

Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle (AS8)

Les activités déployées consistent au renforcement du leadership féminin, à l'amélioration de la résilience des ménages les plus vulnérables à travers la mise en place de greniers féminins de soudure (GFS), des activités génératrices des revenus, de jardins de case nutritionnels, des centres d'alphabétisation fonctionnelle. Après trois ans et demi de mise en œuvre, on note la réalisation 36 GFS (soit 47% de réalisation des cibles RMP); la distribution de 229 tonnes des intrants agricoles aux ménages vulnérables (79%); le financement de 206 activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes (86%); l'animation de 206 centres d'alphabétisation fonctionnelle au profit de 7685 apprenants (dont 53% des femmes et 51% des jeunes).

Concernant la sécurité nutritionnelle, les interventions du Programme ont porté sur la mise en place des foyers d'apprentissage et de récupération nutritionnelle des enfants malnutris, le renforcement des capacités des femmes et les démonstrations culinaires sur la valorisation des produits locaux par des recettes à haute valeur nutritive, et la promotion des jardins de case nutritionnels. Les jardins de case n'ont pas eu les effets escomptés. Dans la plupart de cas, les jardins de case se limitent à quelques deux ou quatre plants de *moringa* mal entretenus. La contrainte principale étant l'accès à l'eau pendant la saison sèche. *La mission recommande d'arrêter les activités de mise en place des jardins de case et les AGR non performantes.*

Composante 2 « Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales »

Développement des infrastructures commerciales (AS9)

Trois types^[1] d'infrastructures sont à développer, avec pour objectif de faciliter les transactions commerciales des produits agricoles entre bassins de production (au sein des PDE) et entre PDE (au sein et/ou en dehors de la région). Ils incluent, comme cible: (i) 9 marchés de demi-gros (MDG) près des zones de consommation; (ii) 6 plateformes de commercialisation, près des zones de productions; (iii) 11 centres de collecte satellite (près des zones foyers de production) et; (iv) 5 Maisons des paysans.

Sur les 9 MDG ciblés, cinq ont été étudiés et sont en construction. Toutes les 6 plateformes de commercialisation ciblées ont été étudiées et les travaux de construction ont été réceptionnés sur deux sites (33% de la cible globale et de la RMP). Pour les 11 centres de collecte satellite ciblés, 9 ont été étudiés et seulement un seul a été provisoirement réceptionné (9% de la cible globale et 11% de la RMP). Toutes les cinq maisons du paysan ciblées ont été construites.

L'exécution physique de ces infrastructures a atteint divers niveaux^[2]. La mission a observé que: (i) les infrastructures réceptionnées sont utilisées par les bénéficiaires; (ii) des comités de gestion ont été mis en place (sous forme de GIE), et présentent cependant quelques lacunes dans la gestion de l'infrastructure; (iii) les bénéficiaires ont participé aux travaux de construction en apportant de la main d'œuvre locale rémunérée et la vente de matériaux de construction.

Cependant, la mission a noté les insuffisances suivantes: (i) malgré que tous les MDGs/PFCs soient constitués des mêmes composantes, ils n'ont pas été construits sur la base d'un plan type; (ii) certaines composantes des MDG ont été surdimensionnées (bloc sanitaire et plateforme d'échange) ou dimensionnées de manière non adaptée (fonctionnement des blocs sanitaires, magasins de stockage n'accommodant pas la diversité des produits agricoles, non prise en compte de la circulation de l'air et de l'orientation de la lumière dans la disposition spatiale des composantes, etc.) et; (iii) de nombreux cas de retard dans l'exécution des travaux avec dépassements des délais contractuels par les entreprises et les bureaux de contrôle.

[1] Les MDG et les PFC sont des complexes incluant: une plateforme des échanges, un ou deux blocs sanitaires, un ou deux magasins de stockage, un bâtiment administratif, un bloc de sécurité, des aménagements pour parking et électrification publique et une clôture. Les CCS incluent un/deux hangars, deux magasins de stockage (produits et intrants) et des blocs sanitaires. La Maison du paysan^[1] est composé de trois magasins de stockage (intrants agricoles, intrants élevage et produits agricoles), un bâtiment pour radio communautaire, un bâtiment pour centre de formation en emprunt, une micro finance, un bâtiment administratif, des toilettes et une clôture.

[2] **Tahoua:** MDG (Un réceptionné et un à 95%); CCS (un réceptionné et 3 sont exécutés à moins de 30%); PFC (deux exécutés à plus de 60%). **Zinder:** CCS (deux terminés dont un réceptionné, un à 45% et un à 30%); PFC (deux réceptionnés, un à 67% et un 90%); MP (deux réceptionnées). **Maradi:** MDG (un réceptionné et un à 95%); CCS (un réceptionné et 3 à moins de 30%); PFC (un à 90% et un à 67%).

Construction des pistes rurales (AS10)

Sur les 511 km ciblés par le ProDAF, 228 km ont été étudiés (45% de la cible et 45% de la RMP) et les travaux ne sont pas encore achevés, mais les travaux sont entamés pour 9 sur 11 pistes concernées^[1]. Ces pistes desservent effectivement les bassins de production et sont connectées aux réseaux existants, et dans certains cas (commune de Bandé, région de Zinder), les pistes sont directement connectées aux infrastructures de commercialisation pour une plus grande synergie (entre activités du programme) et impact (vers les objectifs de développement du programme). La mission note que: (i) les standards et spécifications techniques nationales en matière de construction/réhabilitation des pistes rurales sont respectés (et même améliorés) (ii) les entreprises accusent des retards importants dans l'exécution des travaux; (iii) le contrôle joue mieux son rôle (suivi administratif, installation sur le site avec réalisation régulière des tests, modification/amélioration des prescriptions faites par l'étude, etc.); et (iv) les entreprises utilisent des matériaux de bonne qualité (testés par le contrôle).

Des comités villageois de gestion des routes ont été mis sur pied le long des pistes, même s'ils n'ont pas encore tous été formés et équipés. La question de la durabilité des pistes rurale (au travers d'un l'entretien courant régulier) a été partiellement abordée par la mise sur pied des comités villageois de gestion, mais cette durabilité (fonctionnement pérenne des comités) est mitigée par l'absence d'un dispositif fonctionnel devant assurer son suivi technique et son financement.

[1] **Maradi (4 pistes):** taux d'exécution varie de 20 à 35%. **Zinder (3 pistes):** une non entamée et les deux autres sont 12 et 20%. **Tahoua (4 pistes):** une piste non encore commencée et les autres vont de 2 à 15%.

Dispositif de gestion des infrastructures commerciales (AS11)

Les structures de gestion des infrastructures commerciales sont mises en place et le processus d'ingénierie sociale a été conduit préalablement à l'étape d'ingénierie civile. Les cadres de concertation (Hadin Gwiwa) sont mis en place et les bénéficiaires sont enthousiastes et systématiquement impliqués dans les instances de gestion des infrastructures. La mission note cependant que i) les contrats de partenariats public-privé entre les Groupements d'intérêt économique et les mairies pour la gestion des infrastructures réceptionnés ne sont en majorité toujours pas finalisés, ii) le guide d'ingénierie sociale pour la mise en place des infrastructures commerciales n'a pas été actualisé, iii) l'inadéquation entre les capacités (techniques et opérationnelles) actuelles des instances de gestion) et les compétences requises pour gérer durablement les infrastructures et optimiser les investissements, iv) la clé de répartition et la structure des recettes attendues ne sont pas finalisées; v) les modalités de prise en charge des éventuelles réparations et investissements récurrents ne sont pas clarifiés ; et (vi) la coexistence des marchés traditionnels et les nouveaux MDG (à Bandé), source éventuelle de conflits.

Promotion d'activités commerciales au sein des PDE (AS12)

Le financement des micro-entreprises rurales sur la base du financement à couts partagés a été très limité. Par ailleurs, le financement des petites et moyennes entreprises agricoles par le secteur privé à travers notamment SYNERGI n'a pas été effectif. Les conditions d'accès au financement agricole ne sont pas favorables aux promoteurs d'activités commerciales au

sein des PDE à cause de plusieurs facteurs, y compris (i) le coût élevé des capitaux sur le marché financier nigérien (10 à 12 % pour les Banques et 18 à 21 % pour les institutions de microfinance, ii) l'absence de garantie adéquate (type titre fonciers, garantie financière, etc.) et de l'éducation financière des promoteurs, iii) des délais de traitement des demandes et de mise en place des fonds par les Institutions Financières au regard des exigences des calendriers agricoles, iv) du manque de transparence des institutions financières sur leurs critères du crédit et v) des frais financiers liés au crédit relativement élevés. La mission note toutefois qu'avec l'appui ProDAF, le coût de montage de projet par les porteurs de projet a été réduit à une expression de besoin et à la production des éléments constitutifs du dossier de candidature (pièce d'identité, certificat de résidence, détention coutumière, devis, photos, etc.).

Intégration régionale des échanges (AS13)

Les dispositifs de suivi des flux transfrontaliers des produits agro pastoraux sur les corridors Kano-Katsina-Maradi, Tahoua-Sokoto-Kebbi et Zinder-Daura-Kano ont été mis en place. Le ProDAF a également mis en place un dispositif de suivi des tracasseries routières et des prélèvements illégaux avec l'appui du CILSS et de la Commission Mixte Nigero-Nigérienne de Coopération. Les cellules techniques locales de Tahoua, Zinder et Maradi sont opérationnelles. Cependant la mission note que: (i) la réalisation des postes frontières juxtaposés n'a pas été effectuée à ce jour; cette activité nécessite une mobilisation politique et institutionnelle bien au-delà du périmètre d'action du ProDAF; (ii) le bulletin d'information mensuel sur les flux économiques transfrontaliers n'est plus disponible depuis juillet 2018; (iii) le Bon d'enlèvement et de commercialisation initié par la Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat du Niger expérimenté dans la filière oignon et devant être étendu aux autres produits agricoles afin de faciliter la commercialisation des produits agricoles est non opérationnel; et (iv) faute de financement, les cellules techniques locales de Sokoto, Zanfara, Daura et Jigawa (au Nigeria) sont non-opérationnelles.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser des voyages d'études d'échange entre les COGES pour leur permettre de capitaliser les bonnes pratiques	AT GRN et URGP	04/2018
AS11: Dispositif de gestion des infrastructures commerciales Conduire une étude de capitalisation sur la soutenabilité de la gestion des MDG de Tessaoua et Sabon Machi afin de valoriser les leçons tirées au niveau des MDG et Plateforme en construction	CENAT/URGP Maradi	07/2018
Mettre en place les kits caprins entre juillet et septembre	RC 1 / Assistante LFSN, URGP Zinder	09/2018
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux Elaborer un manuel harmonisé d'ingénierie sociale permettant aux URGP d'avoir une vision unique et harmonisée des OME	CeNAT avec l'appui des URGP	10/2018
AS8: Leadership féminin et sécurité nutritionnelle Documenter le dispositif spécifique mis en place à Tahoua pour les Greniers féminins de soudure (GFS) afin d'apprécier sa pertinence et sa durabilité	URGP Tahoua	10/2018
AS13: Intégration régionale des échanges Organiser en collaboration avec la CMNNC une conférence bilatérale sur le financement des CTL	CENAT/CMNNC	10/2018
Exploiter les conclusions des forums régionaux en gestion des ressources naturelles dans l'élaboration des plans d'exploitation délai: immédiat	Coordonnateurs URGP	12/2018
Conduire des évaluations préalables des nouvelles AGR comme effectué pour les AGR créées en 2017. immédiat et continu	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	12/2018

Suivi plus soutenu Effectuer un suivi plus soutenu pour appuyer les promotrices des AGR dans la tenue des comptes d'exploitation et rendre compte des marges dégagées et donc de l'impact sur leur autonomie financière. Immédiat et continu	Responsable Volet avec appui RSE	12/2018
collecter les données Pour les campagnes futures, collecter les données des productions, surfaces emblavées et rendements lors des récoltes pour confirmer les estimations enregistrées. Janvier 2019 et continue	RSE des URGP	01/2019
Réalisation de mini-barrages Prospecter la possibilité d'entreprendre la réalisation des mini-barrages par l'ONAHA qui dispose de l'expertise et des équipements, après une évaluation des capacités de cette structure de l'Etat	Coordonnateurs URGP et CeNAT	02/2019
Outils pour une meilleure exécution et suivi des opérations Harmoniser et mettre au point avec les opérateurs des outils pour une meilleure exécution et suivi des opérations (fiche standard de suivi zootechnique et protocole spécifique sur la conduite de la quarantaine).	RSE des URGP	02/2019
Sensibilisation des agro éleveurs sur la prise en charge systématique des vaccinations Intégrer la sensibilisation des agro éleveurs sur la prise en charge systématique des vaccinations des PR et des volailles dans l'ingénierie sociale.	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	02/2019
Suivi plus rapproché de la mise en œuvre de la convention avec les ONG Assurer un suivi plus rapproché de la mise en œuvre de la convention avec les ONG afin d'améliorer l'appui conseil des COGES	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	02/2019
affiner le ciblage Doter les Animatrices Villageoises de manuels d'enseignement sur le leadership et affiner le ciblage afin que la formation bénéficie en priorité aux femmes déjà membres de structures décisionnelles en dehors des groupements MMD	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	02/2019
L'équipement systématique de chaque site Etudier dans le cadre de la RMP, les possibilités financières pour l'équipement systématique de chaque site DIPE avec un broyeur.	Coordonnateurs URGP	06/2019
Synergie d'action Renforcer la synergie d'action avec le Programme Régional de Libre des Produits agricoles en Afrique de l'Ouest (ProFAB) et le Programme Gestion des Frontières de la GIZ/UE pour l'appuyer les CTL du Nigeria	CENAT et 3 URGP	
Appuyer le gardiennage pendant la période de mise en défens sur l'ensemble des sites de récupération des terres sur la base de contrats d'objectifs	AT GRN et URGP	

Ingénierie sociale Procéder à l'ingénierie sociale permettant le passage des COGES à une convention locale de gestion durable incluant l'ensemble des usagers du territoire pour les sites n'ayant pas d'AUE	CCA des URGP	
Organiser un forum communal pour les sites où persiste le non-respect des mises en défens Organiser un forum communal pour les sites où persiste le non-respect des mises en défens, afin d'amener à un consensus entre l'ensemble des usagers du territoire	CCA des URGP	
Renforcer l'émergence des nouveaux GACAP en accompagnant les paysans relais issus des CEP à se structurer en groupement	RC 1 / 3 URGP	
Diagnostic approfondi Conduire un diagnostic approfondi, proposer des mesures correctives et élaborer des plans d'action face aux faibles capacités et défaillances des entreprises des travaux et des bureaux d'études et de contrôle	CENAT et 3 URGP	
Poursuivre le dialogue avec les autorités du Nigeria pour le financement des activités des CTL	CENAT et 3 URGP	

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

A mi-parcours, la performance globale du ProDAF est notée satisfaisante. Le ProDAF a touché 172 537 ménages soit 58% des 290 000 ménages bénéficiaires du programme initialement prévus. Le ProDAF a réalisé des activités ayant produit des effets en termes d'augmentation des rendements et de production agro-pastorale, de reprise de biomasse sur les terres pastorales, d'augmentation de revenus notamment pour les femmes et les jeunes et, d'amélioration de l'état nutritionnel et de la résilience des ménages cibles. Malgré les acquis du ProDAF, l'exécution de certaines interventions clés est en deçà des attentes, notamment les activités liées au développement des infrastructures de mobilisation des eaux et des pistes rurales pour l'accès physique des producteurs au marché.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Concernant la sous-composante 1.1, les résultats sont **modérément satisfaisants** notamment (i) la non-réalisation des mares et des microprojets d'irrigation autour des mares et des barrages; (ii) la construction de 6 seuils sur 139 prévus par le ProDAF. Les résultats de cette sous-composante ont été impactés entre autres par les difficultés d'accès au financement, les contraintes liées à la passation des marchés et les capacités limitées des prestataires de service en génie civile. Par contre, pour la sous-composante 1.2 et 1.3, les résultats sont globalement jugés satisfaisants. Les réalisations et objectifs sont résumés ci-dessous. Certaines cibles sont révisées à la hausse, d'autres cibles sont révisées à la baisse, alors que d'autres activités devraient être arrêtées.

Activités	Unité	Objectif initial	Réalisation à mi-parcours	% réalisé à mi-parcours	Objectif révisé
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	ha	2500	2192	88	4,150
Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	ha	9568	7169.6	75	9,965
Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	ha	6367	4076.2	64	5,650
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	ha	1950	1126.4	58	1,330
Confection de haies vives	ha	400	218	55	630
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Nombre	400	0	0	230
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Nombre	1100	0	0	650
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Nombre	2500	797.9	32	650
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	700	0	0	500
Mini barrages construits	Nombre	7	0	0	5
Petits Périmètres Communautaires		0	0	0	7
Seuils d'épandage type 1 en série construits	Nombre	134	6	4	115
Seuils d'épandage type 2 en série construits	Nombre	5	0	0	4
Aménagements des mares	Nombre	4	0	0	3
Champs Ecoles Paysans	Nombre	845	345	41	555
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan	Nombre	12425	5606	45	10,600
Champs Ecoles Paysans Maraîchers	Nombre	821	481	59	665
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage	Nombre	210	133	63	207
Octroi kits animaux (caprins)	kits	4440	2468	56	3,211
Octroi kits animaux (volailles)	kits	3600	603	17	603*
Promotion de la régénération naturelle assistée	Arbres	193425	86571	45	178,000
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Campagnes	54	6	11	6*
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière	Greniers	90	36	40	54
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Kits	517.5	228.9	44	348
Mise en place Jardins de cases (Jardins	3700	2234	60	2,234*
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nombre	320	206	64	206*
Alphabétisation des femmes/jeunes	centre	360	206	57	302

*Activités à arrêter

Les résultats de la composante 2 sont **modérément satisfaisants** au regard du taux de réalisation des cibles des indicateurs liés aux infrastructures. Néanmoins, les activités en cours de construction et de réhabilitation des infrastructures notamment les centres de collectes satellites, les MDG, les PFC et les pistes rurales étaient à un stade très avancé. Les réalisations et objectifs sont résumés ci-dessous.

Activités	Unité	Objectif initial	Réalisation à mi-parcours	% réalisé à mi-parcours	Objectif révisé
Centres de collectes Satellites construits	Nombre	11	1	9	9
Marchés de Demi Gros construits/en construction	Nombre	9	0	0	6
Plates formes de commercialisation construites	Nombre	6	2	33	6
Maisons de Paysans	Nombre	5	5	100	6
Travaux d'aménagement de pistes	km	511	0	0	638
Travaux réhabilitation de pistes	km	188	0	0	144
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises	Nombre	500	50	10	442
Renforcement des capacités des Institutions Financières	Nombre	21	11	52	6
Appui à la Mise en place de cellules techniques locales et des corridors	Nombre	14	13	93	14

En dépit des difficultés rencontrées dans la réalisation des infrastructures, le ProDAF a mis en œuvre avec succès les activités relatives au renforcement des capacités de production et d'organisation des acteurs ruraux et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du leadership féminin.

Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le ciblage géographique du ProDAF est basé sur le concept de Pôle de Développement Economique (PDE). Le Programme s'est donné des critères de sélection qui ont orienté ses interventions au sein des PDE, et le processus s'est fait avec la participation des bénéficiaires. Le ciblage des bénéficiaires a consisté en l'application de quotas de femmes et de jeunes pour la participation aux activités soit: 30% de jeunes et 30% de femmes

Principaux problèmes

Les actions et appuis du ProDAF ciblent effectivement l'amélioration des niveaux de productivité des systèmes (agricoles, animales, apicoles, piscicoles, sylvicoles), dans des zones préalablement ciblées sur la base de potentialités de production (Bassin de production). Cependant, ces critères n'ont pas été pondérés pour définir les priorités et orienter le choix et le dimensionnement des infrastructures au sein des régions (entre PDE) et au sein d'un PDE (entre bassins de productions). Une telle approche de sélection aurait permis d'accroître (en tenant compte de l'importance des PDE ou des bassins de production) les impacts escomptés vers l'atteinte des objectifs de développement du programme.

Cependant, les URGP devraient mettre en pratique les dispositifs de ciblage nominatif des bénéficiaires des ménages vulnérables pour permettre un suivi systématique de proximité des effets et impact du Programme (progression socio-économique des ménages bénéficiaires). Le ciblage devrait être amélioré par (i) l'établissement de critères de vulnérabilité clairement définis; ii) la segmentation du groupe-cible en sous-groupes en fonction de leur profil socio-économique (exploitants agricoles, coopératives, microentreprises rurales, porteurs d'initiatives économiques, groupements de femmes, associations de jeunes...); iii) la caractérisation de chaque sous-groupe pour identifier ses besoins d'appui spécifique pour une offre de services à fournir selon une approche différenciée et calibrée en phase avec ses attentes; iv) la fourniture de services sous forme de package (et non pas de manière isolée ou séquentielle) en vue d'accroître leur efficacité.

Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le ProDAF s'est approprié la Stratégie de développement équitable et d'autonomisation des femmes et des jeunes, élaborée en 2013 dans le cadre du Programme Niger-FIDA. La stratégie genre du ProDAF repose sur le ciblage des femmes et des jeunes, la promotion des activités spécifiques pour les femmes et la formation du personnel et des partenaires sur le genre. Par contre, le Programme alloue moins de ressources aux activités spécifiques telles que les GFS et les kits caprins qui font l'objet d'un grand engouement au sein des communautés.

Principaux problèmes

La stratégie genre a été héritée des projets antérieurs et n'a pas été mise à jour dans le contexte du ProDAF pour bénéficier

des nouveaux outils disponibles au FIDA. Les formations du personnel des unités régionales et des partenaires en genre a permis une meilleure compréhension du concept, mais aussi facilité le déploiement des activités sur le terrain. Cependant, très peu de femmes sont présentes au sein du personnel technique du ProDAF et n'occupent pas de poste de responsabilité en général: seulement deux femmes occupent des postes techniques dont le poste d'assistante technique en leadership féminin.

La désagrégation systématique des données selon le genre et l'âge chaque fois que possible permet d'apprécier le degré d'inclusion des femmes et des jeunes dans les activités du programme. En général, la proportion des jeunes et des femmes est toujours respectée au sein des bénéficiaires, et dans certains cas (cash for work) dépasse le quota réservé aux femmes. Ainsi, les femmes (adultes et jeunes) représentent plus de 35 % des bénéficiaires du ProDAF et la proportion des jeunes (hommes et femmes) participant aux activités atteint 30 %. La mission note une hausse progressive dans la participation des femmes dans les CEP et dans les ACAP reste toujours faible. Néanmoins, leur participation est encore faible au sein de structures telles que les cadres de concertation 'hadingwiwa' et les groupes d'intérêt économique (GIE), les différents comités de gestion mis en place dans le cadre des activités déployées par le ProDAF.

Les GFS ont généré un véritable engouement de la population et semble être la plus pertinente pour les femmes. Initialement conçus pour les ménages les plus vulnérables, les GFS ont été généralisés et impliquent toutes les femmes du village. Le stock de départ reçu comme dotation du ProDAF, est toujours reconstitué à plus de 100%, et plusieurs initiatives locales de constitution/reconstitution et de gestion des GFS émergent. En plus de leur effet sur la réduction de la période de soudure pour les ménages vulnérables, les GFS ont pour effets de permettre aux hommes et aux femmes des ménages pauvres de maintenir la main d'œuvre familiale dans leurs propres champs pendant les périodes de semis et de sarclage, deux moments critiques pour la production du mil. Grâce au grenier féminin de soudure et aux activités du champ école paysan, les hommes ne sont plus obligés d'aller en migration pour pallier aux difficultés de gestion du ménage.

Des formations en activités génératrices des revenus ont été dispensées à des centaines des femmes, allant de la transformation des produits agricoles (fabrication artisanale de pâtes alimentaires à base de mil, de sorgho, extraction d'huiles d'arachide, etc) à la fabrication artisanale de savon et d'encens. Cependant, le faible niveau d'investissement (200 000 FCFA/AGR, formation et équipements y compris) ne permet pas d'appuyer des AGR porteuses et plus rentables.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Genre & qualité de la participation des femmes et des jeunes Veiller à ce que la prise en compte du genre se traduise également de manière effective dans la réalisation de toute activité (autres que celles réservées à l'AS8) jugée potentiellement profitable pour les femmes et les jeunes, et où leur participation est encore limitée par l'existence de barrières socio-culturelles et/ou pour des limitations en termes de possibilité financières.	Responsables de Composantes	07/2018

Productivité agricole

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Avec un taux d'adoption des techniques d'intensification de la production agricole variant entre 43 et 100% selon les thématiques vulgarisées, les producteurs ont connu des améliorations importantes de rendements dans les trois régions.

Principaux problèmes

Les différents dispositifs d'apprentissage que sont les CEP et les ACAP produisent des résultats significatifs. L'accroissement moyen de rendements obtenu sur les cultures pluviales dépasse largement les 30% d'augmentation cible de la mi-parcours. Les évaluations faites sur les cultures irriguées au niveau des CEPM indiquent un accroissement de rendement l'ordre de plus de 40 % sur l'oignon, le chou, et la tomate. Le taux d'adoption des enseignements diffusés dans les CEP et les ACAP est de l'ordre de 50% pour producteurs des communautés concernées.

En ce qui concerne les cultures pluviales, la moyenne des rendements de mil est de 892 kg/ha contre 501kg/ha de la cible du DCP. Pour le sorgho le rendement moyen est de 852kg/ha contre 520 kg/ha de la cible à mi-parcours. La moyenne des rendements de niébé est de 895 kg/ha contre 585 kg/ha. D'une manière générale, les principales cultures pluviales ont connu une augmentation de rendement plus de 30 %(cible du DCP à mi-parcours). En ce qui concerne les cultures maraichères, la moyenne des rendements est de 43t/ha pour l'oignon, 34 t/ha pour la tomate et de 43t/ha pour le chou. Comparés à la cible à mi-parcours des cultures, ces rendements sont en hausse de plus de 40 %(cible du DCP à mi-parcours) pour presque toutes les cultures maraichères. La hausse des rendements devrait encore s'améliorer avec les ouvrages de mobilisation des eaux.

Les augmentations des rendements améliorations ont contribué à l'amélioration des conditions des bénéficiaires sur le plan alimentaire, et a permis de générer des revenus monétaires non négligeables et de contribuer à redynamiser l'économie locale.

L'analyse cout/bénéfice a démontré l'efficacité de l'approche ACAP par rapport à celle du CEP, la mission recommande de privilégier et de généraliser l'approche d'encadrement des producteurs par les ACAP qui donnent de bons résultats

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Productivité Agricole Elaborer une note d'orientation sur les kits volailles à partir de la feuille de route disponible afin de clarifier les éléments opérationnels liés à sa mise en œuvre	CENAT – AT Véto	09/2018
Productivité Agricole Elaborer une note spécifique sur l'ingénierie sociale, en complément à la note de cadrage sur les kits de PR, qui prendrait en compte l'organisation / structuration des femmes et la gestion interne des opérations	CENAT – AT Véto	12/2018

Nutrition

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les activités de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle avec des démonstrations culinaires ont renforcé les capacités des femmes pour la valorisation des produits locaux par des recettes à haute valeur nutritive. Les bénéficiaires ont affirmé une réduction considérable de la malnutrition dans leurs ménages et les villages.

Principaux problèmes

Les interventions du ProDAF en ce qui concerne les foyers d'apprentissage et de récupération nutritionnelle des enfants malnutris ont tendance à s'arrêter par défaut de renouvellement du stock initial des aliments fournis par le Programme. La diversification alimentaire à travers les activités de CEPM et des ACAP/GACAP a également contribué à la disponibilité des aliments et l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants. Cependant, le ProDAF n'a pas de stratégie clairement définie pour intégrer la nutrition dans ses interventions et de capturer les effets sur la nutrition, en dehors des témoignages des femmes.

Adaptation aux changements climatiques

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le ProDAF investit dans divers types de solutions de lutte contre le changement climatique, restauration des terres avec des techniques comme le zai pour capter les eaux pluviales, haies vives, RNA. Les taux d'exécution de ces différentes activités sont à mi-parcours entre 45 et 75 % des cibles finales ce qui en fait un point fort du projet. Les CEP, CEPM et ACAP vulgarisent également des pratiques d'adaptation au changement climatique dont les taux d'adoption sont élevés selon une enquête récente (entre 50 et 85 % selon la pratique). Le projet va également investir dans des seuils d'épandage au niveau des cours d'eau semi-permanents. Ils devraient permettre la remise en culture de sites de maraichage et de sorgho de décrue. Plus de 50 sites de seuils ont fait l'objet d'études mais seulement 6 ont été livrés.

Principaux problèmes

Les pratiques promues dans les CEP et CEPM concourent à la lutte contre le changement climatique via les semences à cycle court, la RNA qui protège les parcelles des vents violents et limite les reprises de semis, l'optimisation de l'eau d'irrigation, l'apport de compost pour améliorer les capacités de rétention en eau des sols. Les rendements en mil augmentent avec ces pratiques, en passant de 400 à 800 kg à l'hectare en moyenne. La pratique de la RNA va permettre par ailleurs le stockage de carbone, avec plus de cinquante arbres protégés par hectare et déjà 86 000 ha en RNA.

Enfin, le projet a tenu compte de normes prenant en compte le changement climatique pour la construction des infrastructures de marché.

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le ProDAF est un projet phare qui est complètement aligné sur les politiques nationales et les priorités institutionnelles du Gouvernement. Il est devenu un outil stratégique et opérationnel de mise en œuvre des politiques publiques de

développement du Niger, notamment (l'Initiative 3N les "Nigériens Nourrissent les Nigériens" – I3N). par son poids, il constitue une pièce importante pour l'atteinte des objectifs chiffrés de l'I3N en matière d'infrastructures rurales et de restauration des terres.

Principaux problèmes

Au niveau régional aussi bien que national, le ProDAF est considéré comme le plus important investissement du Gouvernement dans le domaine agricole. Les réalisations du ProDAF en matière d'infrastructures de commercialisation, notamment les marchés de demi gros et les plateformes de commercialisation; les infrastructures de mobilisation des eaux sont exécutées avec la participation active des autorités régionales et locales, qui en font un suivi régulier.

Son appropriation par les autorités nationales et régionales est évidente à tous les niveaux. Ses actions de terrain et ses résultats concrets lui donnent une grande visibilité et une influence politique remarquable. L'intérêt des autorités politiques est évident par leurs demandes de consolidation et d'extension géographique du ProDAF pour couvrir des nouvelles régions (Diffa and Dosso) et aborder des thématiques plus larges (entrepreneuriat agricole des jeunes, mécanismes de financement). La visibilité du ProDAF a été renforcée par les visites des Présidents du FIDA, et notamment la visite conjointe des chefs des Agences des Nations Unies basées à Rome, qui a reçu une couverture médiatique nationale.

Une innovation du ProDAF est d'avoir un poste d'Assistant technique National en Dialogue Politique. Ce poste senior occupé par un professionnel d'une grande expérience et disposant des réseaux politiques importants, a contribué non seulement à mieux positionner le ProDAF mais aussi à contribuer directement aux débats sur l'amélioration ou l'évolution des politiques nationales sur la finance rurale et la mise en place du Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN), le Conseil Agricole et la promotion des échanges transfrontaliers au niveau des différents corridors. La participation du ProDAF aux différentes rencontres a permis de sensibiliser les acteurs du secteur rural sur les enjeux et défis de l'agriculture familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en lien avec le changement climatique, la gestion du foncier, l'appui conseil et le financement agricole.

Les activités d'appui aux CEP, CEPM et ACAP sont en particulier dans l'esprit de la nouvelle Stratégie Nationale de Conseil Agricole et permettent l'implication effective d'acteurs non publics dans le dispositif de conseil agricole: animateurs ACAP formés dans les CEP, groupements d'appui conseil qui sont autant de structures privées de vulgarisation. Le lien avec les solutions proposées par la recherche (INRAN) sont effectifs.

Le ProDAF est directement relié à la base de données et au suivi évaluation de l'I3N. Il donne un appui institutionnel au HC3N qui a permis de renforcer son système de S&E et l'amélioration de la capitalisation et du partage des savoirs par le HC3N.

Cependant, le programme n'a pas une stratégie claire et une approche systématique qui permettraient de mieux capitaliser son influence politique et de développer une stratégie de passage à grande échelle et de pérennisation des actions et résultats du programme.

Établissement de partenariats

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La mise en œuvre du ProDAF est essentiellement basée sur une approche du 'faire faire'. Il fait recours à plus d'une centaine (113) des partenaires comprenant des services de l'état, des ONG, des institutions bancaires, des organisations paysannes, des centres de recherche et universités, les chambres régionales d'agriculture. Cette grande diversité de partenaires nécessite une bonne coordination des actions entre les partenaires sur le terrain, dès la planification pour créer un espace de dialogue entre les différents partenaires et réaliser ensemble la planification des activités pour qu'elles s'enchevêtrent les unes aux autres.

Principaux problèmes

Dans l'ensemble, la mission a constaté l'effectivité des partenariats et leur pertinence comme relais de l'action du projet sur le terrain ou l'apport de connaissances. Les partenaires effectuent un travail essentiel en termes d'ingénierie sociale, avec en particulier la mise en place de comités de gestion des terres récupérées, d'associations d'usagers de l'eau, de comités de gestion des infrastructures de marché. Globalement, toutes les parties prenantes du ProDAF respectent les principes de mise en œuvre opérationnelle des activités par les opérateurs prestataires, ainsi que le contrôle et supervision pour l'assurance qualité par les services techniques de l'Etat. Toutefois, des faibles performances ont été notées dans la conduite l'ingénierie sociale suite à l'absence du personnel qualifié de proximité.

Le développement des infrastructures a bénéficié de l'appui des services techniques de l'Etat, y compris la Direction générale des routes rurales/Ministère de l'équipement, avec la collaboration des services régionaux du Ministère; et les services centraux, régionaux et départementaux de la Direction Générale du Génie rural. Une telle implication des services techniques décentralisés a entre autres permis: (i) le respect des normes nationales durant l'exécution des activités; (ii) l'harmonisation des activités et la recherche d'une synergie avec les autres acteurs de développement; (iii) le contrôle de qualité de l'exécution des travaux par une supervision effective.

Par ailleurs, les organisations de la société civile rurale à travers les ONG locales, les organisations paysannes et chambres

régionales de l'agriculture jouent un rôle important dans la mise en œuvre des activités du Programme. Cependant, les acteurs du secteur privé sont faiblement impliqués dans les activités du Programme. Dans certains cas, le ProDAF devrait davantage encourager et appuyer les initiatives privées et la promotion des petites et moyennes entreprises au lieu de financer des AGR en concurrence avec les initiatives privées existantes. Le partenariat entre le ProDAF et les institutions financières pour mettre en œuvre le mécanisme de financement à coûts partagés n'a pas donné des résultats escomptés.

Le ProDAF a mobilisé des financements additionnels de la Coopération Italienne, l'OPEC Fund for International Development (OFID), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Fonds Belge pour la Sécurité alimentaire, et travaille en collaboration avec les organisations des Nations Unies tel le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Cependant, la mise en œuvre des activités cofinancées par la Coopération italienne pour le Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua - PAMIRTA^[1] - à Tahoua est retardée par la lenteur des procédures de mobilisation des fonds et d'obtention des non objection du bailleur de fonds. Cette situation est la cause principale des retards et la faible performance du ProDAF à Tahoua. Il en résulte un risque très élevé de réputation pour le ProDAF.

[1] Dans le cadre du PAMIRTA : les actions urgentes sont (i) la sélection prochaine des entreprises pour les réalisations des travaux de construction de deux Marchés de Demi Gros (Badaguichiri et Karofane) ; (ii) lancement du recrutement des bureaux d'études pour la conduite : a) Contrôle surveillance de des travaux de construction de deux Marchés de Demi Gros (Badaguichiri et Karofane), b) Etudes et contrôle surveillance des travaux de construction de deux Marchés de Demi Gros (Guidan Ider et Tounfafi) ; c) Etudes et contrôle surveillance des travaux de construction de huit centres de collecte

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de révision et d'harmonisation Accélérer le processus de révision et d'harmonisation des éléments constitutifs de l'ensemble des conventions et contrats de mise en œuvre au niveau des trois URGP	CENAT	

Capital humain et social et autonomisation

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

66. Plusieurs activités du ProDAF ont contribué au renforcement du capital humain à travers l'alphabétisation fonctionnelle, le leadership féminin, les interventions de nutrition, les CEP ainsi que les diverses formations des partenaires et du personnel du Programme. Le programme a également aidé à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs, des groupes des femmes organisées autour des GFS, des AGR, des Comités de gestion, des groupements d'intérêt économique, des comités villageois de gestion et d'entretien routier, des CEP et des groupements d'appui conseil agricole paysan (GACAP).

Principaux problèmes

Au total, 345 CEP des cultures pluviales ont été installés et opérationnalisés sur prévision ajustée à 530 à mi-parcours, soit un taux de réalisation de 65% de la cible à la RMP. et de 41% de la cible globale du projet. L'encadrement par les paires à travers les ACAP a permis de mettre en valeur 5606 hectares de culture répartis dans 291 villages. Ces dispositifs ont permis de renforcer les capacités de 13759 producteurs dont 31.3% des femmes et 30.71% de jeunes producteurs dans les trois régions d'intervention du ProDAF. Pour les cultures irriguées, 481 CEP maraichers ont été mis en place et animés dans les 3 régions d'intervention du ProDAF sur prévision à mi-parcours de 594, soit un taux de réalisation de 81%. Ils ont permis de renforcer les capacités techniques en production maraichère de 16.669 producteurs maraichers. Les Groupements d'Appui Conseil Agricoles Paysans (GACAP) ont globalement eu une bonne maîtrise de leurs activités d'encadrement des paysans. En ce qui concerne l'élevage, les vétérinaires privés de proximité chargés de mettre en œuvre les DIPE ont apporté avec l'aide des axillaires un encadrement rapproché aux éleveurs.

Outre les impacts économiques, le dispositif des CEP, CEPM et ACAP s'est révélé vecteur de cohésion sociale à travers les regroupements des bénéficiaires en OP et les différentes formes de solidarité qui sont entretenues. D'une manière générale, l'adoption des techniques/technologies apprises ont permis aux producteurs d'accroître leur production agricole et d'améliorer leur capacité de résilience.

La formulation du ProDAF a placé une importance de premier plan au processus participatif d'ingénierie sociale afin d'assurer l'appropriation et la durabilité des investissements. Cette approche, visant à sensibiliser et renforcer les capacités des différents acteurs, a souvent tendance à se limiter à la formation des GOGES et de GIE, et leur animation périodique. Les facilitateurs des ONG chargés de conduire l'ingénierie sociale n'effectuent pas un suivi et un accompagnement de proximité. L'ingénierie sociale semble se limiter à des séances de sensibilisation et n'a pas encore pénétré toute la communauté. Ils ne sont pas résidents dans les communautés et n'ont pas établis des mécanismes pour comprendre les dynamiques locales et mobiliser les institutions locales pour la détection, la prévention et la résolution des conflits.

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

70. L'implication des bénéficiaires a été effective durant le processus de développement de chaque type d'infrastructure et sur chaque site, à travers une réelle participation et contribution. La participation se fait sous diverses formes: (i) consultation pour l'identification et le choix des sites; (ii) consultation pour la formation des comités/brigades; (iii) mise à disposition de la main d'œuvre qualifiée ou non qualifiée pour les travaux de construction. Quant à leur contribution, elle a été surtout pour la construction des bâtiments par la provision systématique des sites/terrains et quelques fois des matériaux. Cette implication des bénéficiaires n'a cependant pas encore été évaluée par le programme, en vue d'une capitalisation future dans le cadre des impacts de ses activités. Il s'agit des revenus générés par les bénéficiaires sous forme de main d'œuvre qualifiée (ou non) et de la valeur des sites concédés pour la construction des bâtiments.

Principaux problèmes

La mission a formulé les observations suivantes: (i) les bénéficiaires sont impliqués dans l'exécution des travaux, ce qui leur a permis de générer des revenus (main d'œuvre^[1] et vente de matériaux) et d'acquérir des capacités; (ii) des brigades de gestion ont été constituées sur chaque site, et non encore formées; (iii) les superficies exploitables ont augmenté suite à la construction de l'ouvrage; (iv) tous les sites de construction étaient déjà exploités avant les aménagements, à l'exception de quelques-uns (région de Tahoua); (v) des insuffisances dans le processus de l'ingénierie sociale (séquençage par rapport aux travaux, faible intégration des résultats dans le développement de l'infrastructure, brigades peu au courant de leurs rôles et responsabilités, etc.); (vi) le manque de rigueur (légèreté) dans les études et le contrôle des travaux; (vii) la faible capacité (équipements et personnels) de plusieurs entreprises; et (viii) de nombreux cas de retards dans l'exécution des travaux entraînant des dépassements des Echéances des contrats des entreprises et bureaux de contrôle.

[1] Pour les travaux de construction des seuils d'épandage dans la région de Tahoua, près de 29 956 500 Fcfa ont été reversés aux bénéficiaires par les entreprises au titre de paiement de la main d'œuvre locale

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Pour le développement des infrastructures les études, l'exécution et le contrôle des travaux ont été réalisés par des prestataires privés recrutés suivant le processus de passation des marchés.

Principaux problèmes

De manière générale, la réactivité de ces derniers est peu satisfaisante sur le plan des obligations contractuelles. Pour les études, la mission a identifié quelques manquements, souvent corrigés par le consortium bureau de contrôle/entreprise lors de l'élaboration des dossiers d'exécution. La bonne performance de quelques entreprises est noyée par les faibles capacités de la majorité: (i) équipements de qualité relative et en nombre peu suffisant; (ii) personnel réduit et souvent peu qualifié; (iii) planification et organisation limitées. Plus de la moitié des entreprises recrutées sont engagées sur plusieurs chantiers à la fois. Mises ensembles, ces deux situations ont un sérieux impact sur la performance globale de ces prestataires avec pour corollaire d'importants dépassements dans les Echéances d'exécution. Quant aux bureaux de contrôle, plusieurs sont hors délais contractuels et seuls ceux en charge des pistes rurales se démarquent au vue de la qualité des prestations rendues.

L'expérience du ProDAF a permis d'identifier des difficultés nées de la diversité des modalités de financement et d'appuis offerts par les partenaires en soutien aux activités économiques des petits producteurs. Certains pratiquent une subvention quasi-totale alors que d'autres exigent des contributions des bénéficiaires ou arrivent le financement au crédit bancaire. Cette situation fragilise le mécanisme de financement de la petite agriculture par le secteur bancaire et met à mal la durabilité des acquis du ProDAF.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Constituer une base de données de bureaux d'ingénieurs conseil et d'entreprises de travaux Constituer une base de données de bureaux d'ingénieurs conseil et d'entreprises de travaux qui ont exécuté avec satisfaction et dans les délais les prestations et les short-lister prioritairement	Coordo. URGP	12/2017

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le projet appuie à travers sa composante 1 de nombreuses activités de protection et d'amélioration des ressources naturelles, au bénéfice de l'agriculture et de l'élevage. Les plus importantes sont la restauration des terres pastorales en amont et sur les pentes des bassins versants, la lutte contre le Sida cordifolia, pour la restauration de prairies dans les

couloirs de passage des transhumants, la fixation des dunes, le faucardage des mares contre les plantes envahissantes.

Principaux problèmes

L'expérience du PASADEM a démontré que la reconstitution du couvert végétal par la Régénération Naturelle assistée présente plusieurs intérêts d'un point de vue environnemental: (i) meilleure infiltration des eaux; (ii) amélioration de la teneur en matière organique des sols et réduction de l'évapotranspiration (ombrage et action brise-vent); (iii) réduction du nombre de semis avec un gain net sur les rendements en mil.

La restauration des sites envahis par le *Sida cordifolia* est un succès dans les sites visités avec une bonne couverture herbacée. On constate également un retour de la biodiversité dans les sites restaurés sur les bassins versants, autant pour les espèces végétales qu'animales et une bonne reprise de la biomasse. On constate par ailleurs des différences entre les sites sur les pratiques de rémunération des gardiens des sites mis en défens avec des gardiens parfois rémunérés et parfois bénévoles.

Les CEP, CEPM, ACAP and GACP vulgarisent également des pratiques environnementales comme l'utilisation des biopesticides à base de neem, piment et tabac et les micro doses d'engrais pour limiter les apports. D'après les producteurs, les biopesticides constituent une alternative à bas cout par rapport aux pesticides importés du Nigéria.

Enfin, les appuis en matériel et les études effectuées par le Programme permettent au Niger de mieux piloter ses politiques environnementales et de mieux reporter aux conventions de Rio, en lien avec le CNSEE: suivi des efforts de restauration des terres et de la reprise de la biomasse sur les espaces pastoraux, suivi de la biodiversité sur ces espaces, suivi du stock de carbone en lien avec la NDC.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Relever systématiquement les coordonnées GPS des surfaces d'intervention pour les activités de récupération des terres et de RNA	CCA des URGP	

Stratégie de retrait

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le montage institutionnel basé sur l'approche "faire faire" avec des institutions pérennes et l'implication des bénéficiaires depuis la planification des interventions jusqu'à leur mise en valeur (pour ce qui est des infrastructures) sont autant de garants de la durabilité des acquis du ProDAF après son retrait.

Principaux problèmes

La mise en œuvre de l'approche PDE et son internalisation progressive par les différents acteurs a permis de créer un cadre de partenariat synergique socle de la durabilité sociale et institutionnelle avec les structures locales (CRA, ONG, GSC, STD, etc.) en interaction avec des organisations formelles et informelles (COGES, Hadin Gwiwa, GIE) ainsi qu'avec des partenaires intervenant dans la même zone (cas du PAM autour des activités Cash For Work). La dualité ingénierie civile/ingénierie sociale favorisera une plus grande appropriation par les bénéficiaires et leur autonomisation. ProDAF contribue au renforcement des capacités des structures pérennes avec lesquelles il collabore pour la mise en œuvre de ses activités (STC, STD, ONG, RECA, CRA, OP) ce qui leur donnera les moyens de continuer le suivi et éventuellement répliquer les activités confiées après la fin desdits partenariats.

Sur le plan environnemental, la durabilité des actions mises en œuvre se fondera sur (i) la sécurisation des sites à travers leur matérialisation et leur enregistrement au dossier rural, (ii) l'établissement des conventions sociales de l'ensemble des riverains des sites traduits à travers des procès-verbaux dûment signés et (iii) la promotion de la gestion globale du bassin versant et la mise en place des COGES.

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Un des points forts du ProDAF réside dans sa formulation avec une intention de mise à échelle. Le ProDAF répond à la nécessité de rendre plus visible le FIDA au Niger permettant d'investir dans la durée à la fois sur le plan thématique et territorial et de construire les synergies et les partenariats stratégiques afin de maximiser les impacts positifs.

Principaux problèmes

Les approches et principes de mise en œuvre du ProDAF tirent des enseignements des projets antérieurs du FIDA au Niger, et en particulier du PADESEM et du projet RUWANMU ainsi que d'autres projets du FIDA dans d'autres pays tout en apportant des innovations dans plusieurs domaines. D'abord, l'approche "Pôles de Développement Economique" (PDE). Le PDE est une approche hybride combinant l'approche bassin versants/bassins de production et l'approche territoriale. Ces

PDE sont caractérisés par l'existence: (i) de bassins de production dont les surplus sont commercialisés et (ii) d'un marché dynamique relié aux centres urbains. Cette intervention par PDE qui a fait ses preuves a été reprise dans différents Plan de Développement Régionaux et par d'autres partenaires économiques et financiers (AFD, Banque Mondiale, coopération danoise) car elle permet d'agir dans la durée et de façon simultanée sur le développement économique, au niveau du ménage pratiquant l'agriculture familiale, des centres de collectes satellites, ou encore des marchés de demi-gros qui créent un contexte favorisant la demande en productions agricoles. Le PRECIS fera valoir l'avantage comparatif de l'approche par PDE au sein de corridors commerciaux internationaux entre Niger et Nigéria.

Les approches et principes de mise en œuvre du ProDAF sont basés sur les éléments clés de transposition à grande échelle^[1]. Tous les investissements productifs du ProDAF sont conçus avec des objectifs de passage horizontal (extension) à grande échelle, notamment les infrastructures de commercialisation et la réhabilitation des pistes, la vulgarisation participative des innovations à travers les ACAP et les GACAP, les campagnes de RNA et de récupération des terres le développement des chaînes de valeur et des microentreprises agricoles, Pour renforcer le potentiel de passage vertical (institutionnalisation) à grande échelle, la CENAT et les URGP mettent l'accent sur les approches participatives itératives pour faciliter une meilleure appropriation, responsabilisation et professionnalisation des acteurs afin de renforcer le processus de planification stratégique, d'élaboration des plans d'action et des programmes durables. La stratégie de diffusion comprend des approches participatives et des campagnes de vulgarisation utilisant les radios communautaires, les nouvelles technologies d'information et de communication, les foires et visites d'apprentissage ainsi que les relais communautaires.

Les innovations promues par le ProDAF consistent en une série d'interventions et des résultats des projets antérieurs couronnés de succès. Ces innovations rencontrent un engouement de la population Il s'agit de l'introduction et diffusion des variétés améliorées de mil et des cultures maraichères; la récupération des terres et la RNA, les ouvrages de mobilisation des eaux (iv) des infrastructures de désenclavement et de commercialisation; (v) d'un dispositif de conseil agricole centré sur la formation et la diffusion des innovations à travers les CEP/ACAP and GACAP; (v) d'un système communautaire de gestion des pistes; (vi); et (vii) éducation nutritionnelle et formation.

^[1] La transposition à plus grande échelle signifie étendre, reproduire, adapter et soutenir, dans l'espace et dans le temps, les projets couronnés de succès, afin de toucher un plus grand nombre de ruraux pauvres

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet	Note: 5	Notation précédente: 4
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La qualité de la gestion du ProDAF est globalement satisfaisante. Les coordinateurs des URPG, les Assistants Techniques de la CENAT, les responsables techniques des composantes et les équipes de mise en œuvre ont une grande expérience professionnelle et les qualifications requises pour les différents postes. Les différents postes sont pourvus et le personnel est motivé. La gestion administrative et comptable est aussi satisfaisante. Les rapports avec le FIDA sont excellents. Les coûts de coordination et de suivi évaluation sont passés de 39,8% en 2016, à 17,8% en 2017, 14,8 en 2007 et 13,3% en 2019 dû à la montée en puissance des investissements.

Principaux problèmes

La gestion du PRODAF est efficace et efficiente caractérisée par (i) un personnel technique et administratif qualifié et motivé, et avec une mémoire institutionnelle stable ; (ii) des réunions de management se tiennent régulièrement au sein des URGP et au niveau national avec la CENAT ; (iii).une prise de décision en temps opportun et des orientations stratégiques plus rationnelles/pertinentes pour assurer l'atteinte des objectifs ; et (iv) une communication régulière sur le programme envers l'Etat du Niger, le FIDA, les autres PTF et les populations bénéficiaires grâce à la capitalisation continue des résultats dans une optique de visibilité des actions du programme mais aussi une culture de redevabilité.

Le ProDAF est mis en œuvre à travers trois URGP (Maradi, Tahoua et Zinder) qui jouissent d'une autonomie de gestion et la CENAT qui fournit une assistance technique aux URGP. Les URGP jouent un rôle plus opérationnel et assurent une mise en œuvre efficace du Programme dans leurs régions respectives et ont commencé à harmoniser leurs approches pour assurer la cohérence d'ensemble du Programme. La CENAT actuellement se limite à un rôle technique d'appui conseil mais sans responsabilités dans la programmation, la supervision et de contrôle de qualité.

Pour assurer la cohérence des interventions de trois URGP, la CENAT devrait jouer un rôle plus stratégique de (i) programmation et planification stratégique, (ii) d'assurance qualité et harmonisation des approches et interventions du Programme, (iii) pilotage de la stratégie de mise à échelle du Programme, (iv) représentation et engagement politique afin d'influencer les politiques et faciliter la mobilisation des partenariats stratégiques.

L'Assistant Technique National Senior en charge de dialogue politique est un atout majeur pour le ProDAF et combine les fonctions de gestion du Programme. Cette situation le place effectivement dans la fonction de Coordinateur National du ProDAF, mais sans termes de référence clairs ou des liens de supervision des Coordinateurs des URGP.

Gestion des savoirs	Note: 4	Notation précédente: 4
----------------------------	----------------	-------------------------------

Justification de la note

Dans la perspective de la revue à mi-parcours, le ProDAF a produit plusieurs études thématiques pertinentes notamment le suivi de la biomasse sur les sites pastoraux restaurés par le FIDA, les résultats des champs école, l'impact du projet sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la contribution des activités des filets sociaux du ProDAF dans l'amélioration de la résilience des ménages ruraux. Cependant l'appropriation des résultats de ces études par les parties prenantes internes et externes de la mise en œuvre du ProDAF demeure très limitée.

Principaux problèmes

Le projet a produit plusieurs études de référence intéressantes comme le suivi de la biomasse sur les sites pastoraux restaurés par le FIDA, les résultats des champs école, l'impact du projet sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les partenaires du projet sont variés: universités, RECA, Centre de suivi écologique (CNSEE). Il a reçu de nombreux étudiants en stage et 2 centres de documentation régionaux sont opérationnels, le troisième est en étude. Le projet a également soutenu les échanges d'expérience entre producteurs et soutient le salon SAHEL. Il a élaboré un plan de communication.

Toutefois de nombreuses bonnes pratiques et leçons apprises (RNA, GFS, petite irrigation, etc.) générées dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF qui ont un potentiel de capitalisation énorme gagneraient à être mieux documentées, capitalisées et diffusées. Malgré l'importance attribuée à la gestion des connaissances au cours des missions de supervision, le ProDAF n'a pas réussi à créer une chaîne de valeur entre le S&E, les savoirs et la communication. Très peu de documents publics de capitalisation des innovations, des approches et des réalisations du ProDAF sont disponibles. La faible capitalisation et diffusion limiterait les opportunités pour mettre à l'échelle les innovations et bonnes pratiques du ProDAF.

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

L'efficacité est jugée modérément satisfaisante. Le niveau de l'efficacité a été affecté par les retards de mise en œuvre. La non réalisation des investissements structurants à fort impact sur la formation du TRIE conduisant à un report de la production des bénéfices a eu comme conséquence la réduction du TRIE à 12,7% contre 17,6% à la conception. La qualité des investissements réalisés est jugée globalement satisfaisante ce qui devra assurer leur durabilité technique.

Principaux problèmes

De manière générale, les prévisions du projet en matière de coûts unitaires sont largement en-dessous des coûts exécutés durant la mise en œuvre des activités. En ce qui concerne la qualité de l'exécution des livrables, elle varie d'une infrastructure à une autre. L'adoption d'un plan type et son dimensionnement adaptation en fonction du contexte contribuerait à réduire les coûts de construction en évitant la répétition des études au par cas, et en optimisant certaines composantes (toilettes, plateformes d'échange, magasins, etc.), tout en gardant le même niveau de fonctionnalité et de service attendus d'eux.

Coûts unitaires. Le coût par bénéficiaire à mi-parcours est de 28.000 FCFA contre 40.029 FCFA à la conception. Les prix unitaires dans l'acquisition des biens et services ont connus des fluctuations selon les activités au regard des coûts unitaires à la conception. Par exemple, pour la composante 2, les coûts unitaires suivants ont été enregistrés: (i) Contrôle des travaux des plateformes: 26 millions contre en moyenne 11 millions à la conception, (ii) Travaux de construction des MDG: 408 millions et 495 millions respectivement à Maradi et Tahoua contre une prévision de 450; (iii) Travaux de construction des centres de collecte: 59 millions à Maradi et 83 millions à Zinder contre une prévision de 115 millions et (iv) Construction/réhabilitation des pistes rurales neuves: 27 millions à Maradi et 38 à Tahoua et 21 à Zinder contre une prévision moyenne de 27 millions.

Echéances de mise en œuvre. Le ProDAF enregistre un retard dans la mise en œuvre des principales activités conduisant à un report des bénéfices attendus. Malgré ce retard, les perspectives de réalisations pour la période post RMP donnent des assurances d'atteindre des objectifs et des bénéfices du programme, au vu des chantiers en cours sur les MDG, les plateformes de commercialisation, les pistes, les infrastructures de mobilisation des eaux etc.

Réactualisation de l'EAF. La révision de l'analyse financière et économique sur la base des réalisations durant la période de la mise en œuvre (2016-2019) donne un taux de rentabilité économique, au prix constant de l'année 2019 de 12,7% inférieur à la rentabilité calculée au moment de la formulation (17,6%). Ceci est expliqué principalement par le retard dans la mise en place des investissements à fort impact sur la formation du TRIE, notamment pour les investissements de mobilisation des eaux et les infrastructures de commercialisation ainsi que la levée de la subvention sur les intrants agricoles. Toutefois, on peut considérer que le TRIE est satisfaisant vu qu'une partie des bénéfices issus de la réduction des coûts de transaction dus aux investissements dans les pistes rurales, l'accès aux services financiers, le capital social et aux technologies n'a pas été prise en compte car ils sont difficilement mesurables dans le contexte de cette mission.

La valeur actualisée nette calculée en actualisant le Cash-flow, exprimé en termes économiques sur la base d'un taux de 10%, est de l'ordre de 18 millions de \$EU. L'actualisation des divers flux monétaires depuis le démarrage du Programme jusqu'à la 20ème année, montre que le rapport bénéfice/cout est de l'ordre de 1,18 et permet de conclure que le Programme dégagera un bénéfice net, après récupération du capital, équivalent à 1,18% des investissements engagés, ce qui indique

une rentabilité acceptable du Programme.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Améliorer l'Analyse Economique et Financière des actions du projet par la mise à jour des tableaux Excel avant chaque mission de supervision	RSE au niveau national et régional	07/2018
Poursuivre les efforts pour mobiliser les fonds de contrepartie inscrits dans le ProDAF en attendant de clarifier davantage la situation lors de la revue à mi-parcours du ProDAF	Ministère de l'agriculture	07/2018

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le taux de mise en œuvre des PTBA montre une évolution positive au cours des années, ce qui indique un renforcement des capacités de décaissement et de programmation budgétaire du projet. Les trois (3) PTBA exécutés (2016-2017-2018) ont été décaissés respectivement à 66%, 70% et 90%. Le PTBA en cours d'un montant de 16 182 063 789 FCFA a été exécuté à seulement 28%, mais en tenant compte des engagements, ce taux devrait sensiblement augmenter. Cependant, le faible taux de mobilisation de la contrepartie nationale et des contributions des bénéficiaires a affecté négativement le taux d'exécution globale du ProDAF.

Évaluation du PTBA

A la revue à mi-parcours, le solde budgétaire du ProDAF est 48.930.941.180 FCFA. Ce solde correspond à un taux d'exécution de 44,9%^[1] du financement du ProDAF de 88.758.976.167 FCFA. L'analyse montre un faible taux de réalisation pour les années 2015 et 2016 (24%) dû à la phase de démarrage du projet. Le taux de réalisation augmente ensuite en 2017 et 2018 atteignant respectivement 53% et 63%. Au 15 mai 2019, le taux d'exécution était de 33%. Ce taux d'exécution est partiel et sera réévalué à la fin de l'année en cours. Cependant, il traduit une tendance positive par rapport aux années précédentes.

La composante 1 enregistre une faible performance dans la réalisation des prévisions d'activités. Le taux d'exécution budgétaire de cette composante était de 50 % au 31/12/ 2017 et de 48 % au 31/12/2018. Cette faiblesse s'explique entre autres par la contre-performance de la sous-composante relative aux aménagements structurants et productifs résilients aux changements climatiques notamment les activités liées à la mobilisation des eaux.

Pour la Composante 2, on note une bonne performance dans l'exécution budgétaire avec un taux d'exécution de 97 % en 2017 et de 151% en 2018 par rapport aux prévisions de 2018. Par contre pour la composante 3 relative à la gestion et la coordination du programme, le suivi/évaluation et la gestion des savoirs, le taux de réalisation très élevé (94% en 2017 et 144% en 2018) dénote une sous-estimation des coûts de coordination et gestion du projet lors de sa conception.

	COSTAB 15/16 et 16/17	REALISATION PTBA 2016 et 2016	TAUX DE REALISATION du COSTAB	COSTAB 17/18	REALISATION PTBA 2017	TAUX DE REALISATION du COSTAB	COSTAB 18/19	REALISATION PTBA 2018	TAUX DE REALISATION du COSTAB	COSTAB 19/20	REALISATION PTBA 2019 (mai 2019)	TAUX DE REALISATION du COSTAB
A. Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable												
1. Aménagements Structurants et Productifs Résilients aux Risques Climatiques	4,840.0	694.6	14%	7,450.9	2,121.1	28%	10,340.4	2,913.2	28%	8,110.6	1,694.8	21%
2. Renforcement des Capacités des Acteurs Ruraux	2,113.6	826.4	39%	1,066.2	1,650.2	155%	919.5	1,875.7	204%	1,007.6	467.0	46%
3. Leadership Féminin et Amélioration de la Sécurité Nutritionnelle	971.4	349.2	36%	516.4	754.6	146%	389.7	759.5	195%	330.3	170.7	49%
Subtotal Renforcement de l'Agriculture Familiale Durable	7,924.9	1,872.2	24%	9,035.5	4,525.9	50%	11,649.6	5,548.4	48%	9,448.5	2,332.5	25%
B. Accès aux Marchés												
1. Aménagements Structurants d'Accès aux Plateformes de Commercialisation	7,122.0	289.1	3%	3,770.3	1,647.3	44%	3,903.8	2,922.4	75%	3,062.6	1,384.7	45%
2. Modes de Gestion des Infrastructures et de Financement des Opérateurs Economiques	642.2	319.8	48%	950.0	379.2	40%	560.8	481.7	86%	454.9	197.8	43%
3. Intégration Régionale des Echanges	735.1	250.8	34%	246.5	239.9	97%	246.6	373.5	151%	174.7	136.4	78%
Subtotal Accès aux Marchés	8,499.3	799.7	9%	4,966.8	2,266.4	46%	4,711.2	3,777.6	80%	3,692.2	1,718.9	47%
C. Gestion et Coordination du Programme, Suivi Evaluation et Ges	2,022.2	1,769.2	87%	1,563.7	1,468.0	94%	1,122.1	1,818.7	144%	916.7	621.1	68%
TOTALS	18,446.4	4,441.1	24%	15,666.0	8,260.2	53%	17,483.0	10,944.7	63%	14,078.4	4,672.5	33%

[1] Ce taux correspond aux réalisations pour la période 2016 à 2018 et au PTBA 2019

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Plan d'action budgétisé semestriel Accompagner le plan d'action budgétisé semestriel d'un plan de décaissement mensuel permettant de s'assurer de la capacité d'absorption des dites ressources sur la période	ATN / CF – CENAT	12/2017
Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA afin d'optimiser la productivité globale du programme, d'améliorer l'efficacité opérationnelle dans l'exécution des contrats et de réajuster la démarche de planification financière du PTBA pour obtenir un budget réaliste et décaissable sur l'exercice budgétaire	ATN / CF – CENAT	12/2017

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le ProDAF dispose d'un système de S&E très détaillé qui permet de suivre les performances du programme et de préparer des rapports réguliers. Les données sont désagrégées par régions et par genre (Hommes, femmes,) pour certaines activités. Le programme dispose d'un personnel compétent et motivé. Cependant, ce système est principalement axé sur le suivi des activités et des produits. Le suivi des indicateurs d'effets n'est pas effectué systématiquement.

Évaluation du système de suivi-évaluation

L'examen du cadre logique du projet à mi-parcours a révélé les constats suivants: (i) le nombre d'indicateurs est très élevé, 49 au total contre une norme communément admise de 20 indicateurs de base conformément aux orientations actuelles du FIDA; (ii) la prédominance des indicateurs des produits au détriment des indicateurs d'effets; (iii) la non spécificité de certains indicateurs ; (iv) le besoin d'actualisation des cibles de certains indicateurs après la revue à mi-parcours; et (v) l'absence des indicateurs de base et la non-conformité avec le nouveau Système de Mesure des Résultats Opérationnels (SMRO) du FIDA;

Compte tenu du nombre élevé d'indicateurs principaux à suivre, avec plusieurs niveaux de suivi des performance (PDE, régional et national), plusieurs sources de financement et du nombre élevé d'activités structurantes (13), le système de S&E devra être renforcé, notamment avec (i) un cadre logique révisé tel que proposé par la mission, pour limiter le nombre d'indicateurs clés et une théorie de changement; (ii) l'amélioration du dispositif de collecte des données, leur traitement et leur analyse; (iii) la production des tableaux de bord pour les Coordinateurs des URPG, les responsables des composantes techniques et la CENAT pour des besoins de planification, de rapportage, de diffusion de l'information et prise de décision; (iv) le renforcement des capacités du personnel et des opérateurs de mise en œuvre pour un rapportage plus systématique des résultats au niveau effets et impacts, (v) l'amélioration de l'opérationnalisation du système d'information géographique pour matérialiser les résultats du projet sur fonds cartographique; et (vi) le renforcement des capacités des équipes de S&E sur l'analyse quantitative et qualitative des données et des performances du Programme.

L'amélioration de la collecte des données devrait se matérialiser grâce à la mise en place de la plate-forme digitale "open data kit" (ODK)[1] qui permet la saisie directe sur le terrain à travers des tablettes et des smart téléphones. Cette plateforme digitale serait également utilisée lors des enquêtes thématiques.

[1] Open Data Kit (ODK) est une suite d'outils permettant de collecter des données à l'aide d'appareils mobiles et de soumettre ces mêmes données sur un serveur en ligne, même sans connexion Internet ou couverture d'opérateur mobile au moment de la collecte des données

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser un atelier de formation après la stabilisation de l'application pour permettre aux différents responsables de composantes de se l'approprier	Informaticien	01/2018
amélioration de la collecte des données Dans le cadre de l'amélioration de la collecte des données, systématiser l'enregistrement des effectifs des bénéficiaires par site et désagrégées par genre (Hommes, femmes, réfugiés, retournés et déplacés) pour chaque activités.	RSE Régionaux avec appui RSE CeNAT	02/2019
Harmoniser les présentations et les libellés des grandeurs des indicateurs à mesurer Harmoniser les présentations et les libellés des grandeurs des indicateurs à mesurer pour assurer une présentation identique des résultats pour toutes les équipes de suivi-évaluation des URGP.	RSE Régionaux avec appui RSE CeNAT	02/2019

Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Conformément à la législation nationale et à la politique de FIDA en matière de l'environnement le ProDAF s'est doté de documents de sauvegarde environnementale et sociale (CGES, PGPP, CPRP) qui ont permis de jeter les bases de sélection et de gestion des impacts environnementaux et sociaux potentiels du programme.

Évaluation des PESEC

Une convention a été signée avec le Bureau d'études environnementales et des études d'impacts pour le suivi environnemental. La réalisation des études d'impact environnemental et social a été systématique pour certaines infrastructures structurantes (seuils, pistes, marchés). La mise en œuvre des mesures préconisées n'est cependant pas effective et ce suivi doit être organisé. Par ailleurs, l'unique mission de suivi environnemental effectuée par le bureau d'études a relevé que les chantiers ne disposent pas de PGES et la mise en œuvre des mesures d'atténuation nécessite des améliorations.

La mission relève par ailleurs que le travail environnemental n'est pas systématique pour tous les sous projets conformément aux procédures d'évaluation environnementale applicable aux activités du ProDAF et le suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation n'est réalisé à aucun niveau.

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable

Note: 6

Notation précédente: 3

Justification de la note

Au 31/05/2019, après 4 ans de mise en œuvre le taux de décaissement global du ProDAF en tenant compte des DRF en instance et de tous les bailleurs s'atteste à 39%. Sans tenir compte du nouveau prêt et don FIDA pour le ProDAF Diffa qui a été récemment approuvé, ce même taux s'élève à 41,2%. Concernant le FIDA, la situation des décaissements réels est la suivante: 45,9% pour FIDA 1ère allocation (48.5 millions USD) et 19,7% pour la 2ème allocation (également 48.5 millions USD). Le taux global de décaissement réel du FIDA est donc de 33%.

Principaux problèmes

Les taux de décaissement par bailleur en tenant en compte des DRF en instance, s'élèvent respectivement à: 48% pour le FIDA, 75,5% pour ASAP, 44,6% pour FEM, 94,6% pour NORAD et 44.2% pour OFID. De plus, en tenant compte des engagements pris par le ProDAF pour l'année 2019, le taux de décaissement du FIDA pourrait passer à environ 51% pendant le taux du Prêt OFID passerait à environ 46%. Finalement, le ProDAF propose, suite à un étude ad hoc, la réévaluation des contributions des bénéficiaires pour un montant de 866,5 millions de XOF, ce qui permettrait de passer du taux de réalisation actuel de 8.2% à un taux de 23,8%.

Les trois (3) PTBA exécutés (2016-2017-2018) ont été décaissés respectivement à 66%, 70% et 90%. Le PTBA en cours d'un montant de 16 182 063 789 FCFA a été exécuté à seulement 28%, mais en tenant compte des engagements, ce taux

devrait sensiblement augmenter. Le taux de mise en œuvre des PTBA du ProDAF montre une évolution positive au cours des années, ce qui indique un renforcement des capacités de décaissement et de programmation budgétaire du projet.

Le délais moyen entre l'envoi d'une DRF au FIDA et l'arrivée effective des fonds dans les comptes désignés s'élève à 2 mois, ce qui donne lieu à des tensions de trésorerie au niveau des URGP. Le lancement du portail ICP en Mai 2019 réduira ces délais et les risques conséquents.

Concernant le flux des fonds, le système actuel prévoit que, lors de l'arrivée des avances FIDA dans les comptes désignés, les fonds sont automatiquement alloués aux régions sur la base de leur PTBA. Cela crée souvent des tensions de trésorerie au niveau du projet dont les régions consomment leur budget à des vitesses différentes.

La revue à mi-parcours recommande une restructuration du système actuel de flux de fonds, suivant les procédures suivantes:

- 1) Les URGP soumettrons mensuellement une requête de fonds préparé par le RAF et adressée à la CENAT sur la base d'un plan de trésorerie mensuel;
- 2) Chaque requête de fonds sera accompagnée par les rapprochements des comptes d'opération qui seront alimentés en fonction du solde affiché lors de la soumission de la requête; Le ATGF définira un seuil minimal de réserve pour chaque compte d'opérations.
- 3) Les URGP fournirons sur base mensuelle à la CENAT l'état des dépenses effectuées complet des: justificatifs relatifs aux dépenses qui dépassent le seuil des ECD et la liste de dépenses sous-seuil détaillées entre dépenses justifiées et dépenses non facturables au FIDA;
- 4) La CENAT consolidera sur base mensuelle un rapport sur les dépenses engagées et non encore justifiées qui sera partagé avec tout le management du projet pour monitoring et action. La situation des avances non-justifiées préparées par les RAF des régions, sera consolidée par la CENAT qui produira un plan d'action avec des responsabilités individuelles et des dates limites pour la justification des avances.

Il faut aussi noter que tous les comptes du projet (désignés et d'opérations) sont ouverts et tenus auprès de la même banque et notamment la BAGRI. Cette situation comporte un risque pour le projet et pour le FIDA. De plus, la Mission a pu vérifier certaines insuffisances de la part de la banque en termes de 1) Délais de transfert des fonds entre les compte désignés et les Comptes d'Opération 2) Délais de traitement des ordres des virement vers le partenaires.

Finalement, Le rapport commissionné par la Coopération Belge au cabinet ENABEL portant sur la performance de la BAGRI et daté Septembre 2018 mentionne aussi des risques liés à: 1) les capacités de la BAGRI en matière de gestion et en audit interne ainsi qu'au niveau de gouvernance et de gestion des achats 2) les Incertitudes stratégiques quant au caractère futur de la banque en termes d'engagement de l'Etat Nigérien dans la BAGRI et de son dévouement au crédit agricole. La RMP recommande à la Tutelle de diversifier les instituts bancaires appelés à recevoir les fonds FIDA.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Restructurer le système actuel de flux de fonds entre la CENAT et les URGP.	Coordonnateurs, RAF, CENAT	09/2019
Permettre à la CENAT de s'équiper efficacement en termes de réseaux internet afin de pouvoir exploiter le système de paiement en ligne ICP.	FIDA/CENAT	09/2019
Mitiger le risque du à la concentration des comptes bancaires du projet dans une seule institution en considérant d'autres institutions bancaires à ces fin	Tutelle, CENAT	12/2019

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le ProDAF dispose d'une équipe expérimenté et d'un système de contrôle interne satisfaisant. La soumission au FIDA des PTBA et des rapports financiers du projet respecte généralement les délais établi par les Accords. Néanmoins le montant des avances non-justifiés tant aux partenaires qu'au personnel et le manque d'outils de suivi appropriés représentent des risques majeurs pour le Programme. Une révision des grilles d'évaluation du personnel financier et comptable devra être envisagée, afin d'établir un lien clair de supervision entre les RAF des URGP et le RAF de la CENAT.

Principaux problèmes

Organisation et Personnel:

Le personnel de gestion financière du programme est adéquat en terme de compétences et de postes. Néanmoins, le taux élevé de rotation du personnel de la SAF et surtout parmi les comptables et assistants comptables reste un problème pour le projet. Pour des raisons d'efficacité et d'assurance de qualité les RAF des URGP intégreront dans leurs TDR le rôle de chef comptables de l'URGP. En même temps le rôle de RAF va évoluer principalement vers la gestion du risque financier (gestion de trésorerie, gestion et justification des avances , reporting et préparation des package d'information à remonter vers CENAT).

Le rôle des assistants comptables, qui sont en ce moment surchargées de travail, évoluera vers une position de comptable avec un partage de la charge de travail et un système de rotation entre les deux comptables de chaque région.

Un système d'évaluation du personnel existe, mais les critères d'évaluation utilisés ne sont parfois assez clairs où mesurables. Une révision des grilles d'évaluation du personnel devra être envisagée. Pour les RAF des URGP en particulier cette révision devra permettre d'établir un lien clair entre le RAF des URGP et le RAF de la CENAT en confiant à ce dernier l'évaluation des RAF des URGP en ce qui concerne les critères techniques de l'évaluation. L'évaluation des aspects de gestion administrative, qui devront être minoritaires par rapport aux aspects de gestion financière et comptable, sera confiée au Coordonnateurs régionaux.

Contrôles Internes:

Le dispositif de contrôle interne actuellement en place au sein du ProDAF, incluant les prestations trimestrielles d'un cabinet d'audit interne, est relativement efficace pour minimiser les risques de gestion liés aux dépenses.

Les rapprochements des comptes désignés et d'opération sont effectués sur base mensuelle. Néanmoins, la Mission a pu constater un grand nombre d'opérations en suspens sur plusieurs comptes d'opération relatives à des chèques non encaissés. La lenteur de la BAGRI dans le traitement de certains ordres de virement exacerbe ce problème.

Les avances de fonds au partenaires respectent en générales les critères de légalité et d'éligibilité. Néanmoins, le niveau d'avances non justifiées au passage de la Mission est très élevé et atteint plus de 1 milliard de FCFA dont environ 811 millions de FCFA d'avances aux partenaires et 250 millions d'avances au personnel. La faiblesse des outils de suivi des contrats et des conventions au niveau du projet ne permet pas d'établir de manière automatisée les détails sur la situation des avances. Cette situation représente un risque très élevé pour le projet qui devra prendre de mesures correctives immédiatement afin de se doter des instruments adéquats pour garantir ce suivi. De plus, la forte lenteur dans la justification des avances impacte négativement tant sur la mise en œuvre des activités et sur l'atteinte des objectifs du PTBA, que sur les décaissements et sur la situation de trésorerie du projet.

Revue des ECD:

La qualité des pièces justificatives examinées par la mission est généralement satisfaisant. Néanmoins, des insuffisances ont été relevés concernant: la prise en compte des retenues fiscales qui ne sont pas toujours indiquées dans les factures; la justification des dépenses "cash for work"; le non-respect de délais de conventions qui pourrait engendrer des dépenses inéligibles.

De plus, des frais de mission forfaitaires sont perçus chaque mois par le personnel du ProDAF et leur paiement n'est souvent pas accompagné d'un rapport. Ce type de frais, n'étant pas liés à des activités spécifiques, représentent dans les faits un complément du salaire du personnel.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Assigner la responsabilité de l'évaluation des RAF des URGP à l'AT Gestion Financière de la CENAT en ce qui concerne les aspects techniques de leur travail L'ATGF de la CENAT sera responsable de l'évaluation des RAF des URGP en ce qui concerne les aspects techniques de leur travail, pendant que le Coordonnateur évaluera les aspects administratifs. Le poids donné dans l'évaluation aux aspects de gestion financière et comptable devra être majoritaire.	ATGF CENAT/ Coordonnateur	08/2019
Réviser les TDR des RAF des URGP afin de garantir un rôle plus actif en tant que responsables de la comptabilité de l'URGP et soumettre au FIDA pour approbation.	Coordonnateur/RAF CENAT	08/2019

Réviser la grille d'évaluation du personnel financier et comptable et des RAF en privilégiant les aspects de gestion financière et comptable.	CENAT/Coordonnateurs	09/2019
Promouvoir les Assistants Comptables au poste de Comptable et redéfinir leurs termes de référence avec l'objectif de respecter la séparation des tâches et un système de rotation Les assistants comptables seront promus à comptables. Les TDR des deux comptables seront définis avec l'objectif de respecter la séparation des tâches. L'assignation des TDR pourra se faire de manière rotative selon un calendrier fixe établi par le RAF en accords avec les comptables permettant une rotation régulière des tâches parmi les comptables.	Coordonnateur/RAF	10/2019
Mettre fin à l'octroi des frais forfaitaires de mission et lier les missions à un programme de travail approuvé et budgétisé	Coordonnateur/RAF	
Le ProDAF Diffa devra interrompre la pratique de préfinancement des dépenses FIDA sur les fonds NORAD. Les dépenses déjà préfinancées seront justifiées sur le fonds FIDA et le compte NORAD sera conséquemment reconstitué	RAF/Coordonnateur	
S'assurer que les factures soient complètes de toutes les informations fiscales nécessaires (NIF) pour procéder régulièrement à la déduction	Comptable/RAF	
Procéder au scannage régulier des pièces comptables au niveau de chaque région. Les URGP devront être dûment outillées à cet effet.	Comptable/FIDA	
Rédiger et mettre à jours mensuellement une fiche de suivi de recommandations des missions FIDA.	RAF	
Introduire des éléments de performance financière parmi les critères d'évaluation des partenaires et impliquer les RAF dans ce processus d'évaluation.	Coordonnateur/RAF	
Produire un plan d'action immédiat afin de réduire les avances non justifiées de 80%.	Coordonnateurs/CENAT/RAF	
Insérer dans chaque convention la liste et possiblement les modèles des pièces justificatives et rapports attendues des partenaires.	RAF/Responsables Techniques	
Paramétrer le logiciel comptable afin de produire un suivi détaillé des avances Paramétrer le logiciel comptable afin de produire un suivi détaillé des avances (contrats, conventions et avances aux personnel) en collaboration avec les responsables techniques.	RAF/Comptable/TOMATE	
Les membres de l'équipe soumettront un plan de formation du personnel raisonnable qui sera soumis au FIDA pour approbation	Coordonnateur/RAF	

Améliorer les justificatifs des "cash for work" Les justificatifs des "cash for work" doivent comprendre des information supplémentaires sur les bénéficiaires (ex. numéro portable). Et les justificatifs doivent toujours être signés par le responsable technique.	Comptables/RAF/Responsables Techniques	
---	--	--

Qualité et ponctualité des audits

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le rapport d'audit de comptes 2018 a été soumis à temps et la qualité des éléments fournis est moyennement satisfaisante du fait que les TER ont été établis en base engagement alors qu'ils devraient être présentés en base trésorerie. Le rapprochement avec les soldes de trésorerie n'est pas effectué. Le compte de résultat n'a pas été produit du fait de la comptabilisation de tous les financements en subvention d'investissement.

Principaux problèmes

Le rapport d'audit pour l'année fiscale 2018 a été soumis au FIDA dans les délais prévus mais sa qualité est jugée modérément satisfaisante. En effet, les états de reconstitution des avances aux CD présentent des soldes de trésorerie non rapprochés aux soldes des TER. Les TER ont été établis en base engagement alors qu'ils devraient être présentés en base trésorerie. Les TER doivent être élaborés en base trésorerie conformément aux directives du FIDA qui exigent une comptabilité d'engagement pour la tenue des comptes mais une production du TER sur la base de la trésorerie effective (encaissements et décaissements effectifs).

Le compte de résultat n'a pas été produit du fait de l'immobilisation des charges et de la comptabilisation de tous les financements en subvention d'investissement.

L'auditeur mentionne dans certaines parties du rapport que le référentiel des normes comptables utilisé pour l'élaboration des états financiers est le SYSCOHADA; dans d'autres parties, il est mentionné que les états financiers "ont été établis conformément aux normes comptables internationalement reconnues".

La structure des notes ne suit pas la structure des postes du bilan.

Pour le rapport sur le contrôle interne, l'auditeur constate un certain nombre de points forts et de faiblesses du ProDAF. Parmi les remarques principales du rapport on trouve: 1) L'absence de célérité dans le suivi et la gestion des conventions avec les partenaires de mise en œuvre dans le cadre de la justification des avances; 2) Risques liés à la gestion des conventions de cofinancement des producteurs des régions dans le domaine de la petite irrigation –Microentreprises Rurale, gestion des opérations de récupération des terres (cash); 3) La pratique consistant à attribuer à certains agents des perdiems sur une base mensuelle forfaitaire sans avis préalable 4) La détermination d'une liste validée par le Comité de Pilotage du ProDAF, des dépenses éligibles sur le compte « autres ressources ».

En matière de passation des marchés l'auditeur a indiqué un Point Clé d'Audit relatif aux risques liés à la performance des acteurs de passation de marchés (retards relevés à tous les niveaux dans le processus de passations de marchés) ; l'approbation des marchés hors délais de validité des offres... ; le non-respect de certaines dispositions des textes réglementaires en matière de passation au Niger.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<p>Faire valider par le CP et le FIDA les dépenses éligibles sur le compte "Autres Ressources"</p> <p>Les deux (02) comptes désignés FIDA et ASAP ont produit des intérêts d'un montant global de 55 351 511 F CFA au titre de l'exercice 2018. Cependant, le compte comptable n° 14880 « Autres ressources » qui enregistre ces intérêts, présente un solde différent du fait du système de comptabilisation appliqué par le ProDAF lui permettant de garder toutes les traces des opérations sur ce compte, sans engager des imputations analytiques et budgétaires du PTBA.</p> <p>L'auditeur recommande la détermination d'une liste validée par le Comité de Pilotage du ProDAF, des dépenses éligibles sur le compte « autres ressources.</p> <p>Cette liste doit également être soumise à l'ANO du FIDA.</p>	Coordonnateur/RAF	12/2019
<p>Utiliser, lors du calcul des salaires, le nombre des charges dûment justifiées par l'employé</p> <p>Il a été relevé quelques insuffisances dans la détermination de nombre des charges des employés. En effet, au niveau de certains employés le nombre de charges figurant sur le bulletin est différent de nombre de charges déclarées et justifiées (éléments trouvés dans les dossiers).</p> <p>Cet état de fait ne permet pas de justifier l'exhaustivité et la véracité des nombres de charges utilisés dans la détermination de l'impôt sur les salaires exposant ainsi le programme à des risques de redressement fiscal</p>	RAF/Comptable	12/2019
<p>Soumettre les frais de mission forfaitaires mensuels à l'appréciation du FIDA et en tenir compte dans le traitement des salaires des agents en procédant aux retenues et reversements de l'ITS correspondant</p> <p>L'auditeur a constaté que des forfaits de frais de mission sont payés mensuellement et régulièrement, ce qui constitue un élément complémentaire de la rémunération octroyé (payé à l'agent quand bien même, il n'effectue pas par moment de déplacement au cours du mois). Ces rémunérations ne sont également pas, dans certains cas, justifiées par des rapports et ordres de mission.</p>	RAF/Coordonnateur	12/2019
<p>Instaurer une procédure d'apurement des avances par des pièces justificatives probantes avant la libération d'une tranche d'avances supplémentaires.</p> <p>Cette procédure serait améliorée en mettant en place un guide de justifications des avances à fournir par les partenaires qui sera annexé à chaque convention.</p>	RAF/Coordonnateur	12/2019

Fonds de contrepartie

Note: 2

Notation précédente: 2

Justification de la note

Sur un montant de 33,4 millions de dollars engagé lors de la signature de l'accord de financement, la contrepartie a contribué au 31/05/2019 à la hauteur de 3,7 millions de dollars. La contribution en numéraire, qui devait atteindre 14,8 millions de dollars a été versé à la hauteur de 175 mille dollars en 2017. En 2019 le gouvernement a ainsi mis à la disposition du ProDAF un montant de 320 millions de FCFA au niveau du Compte Unique du Trésor équivalent à environ 552 mille dollars. Suite à la consommation de ce dernier montant la contribution en numéraire de l'état atteindra un un taux de réalisation du 5%. La Contrepartie a aussi demandé officiellement au FIDA de pouvoir s'acquitter de a totalité de sa contribution en numéraire.

Principaux problèmes

Le montant des fonds de contrepartie prévus pour le ProDAF s'élève à 33,4 millions de dollars des États-Unis sur huit ans

dont 14,8 million de contribution en numéraire et 18,6 millions sous formes d'exonérations d'impôts et taxes de natures diverses. Au 31/05/2019, la contribution de l'Etat en termes d'exonérations fiscales est de 746 millions de FCFA, pendant que la contribution en nature (patrimoine des anciens projets FIDA liés au ProDAF) a été évaluée à la hauteur de 983 millions de FCFA. Toute tpe de contribution incluse, la contribution de la contrepartie s'atteste à environ 3.7 millions de dollars, ce qui représente un taux de réalisation de 11%.

La contrepartie a exprimé sa volonté de s'acquitter de la totalité de ses engagements en numéraire.

Cette manque budgétaire affecterait La composante A (Aménagement structurants et productifs résilients aux risques climatiques) pour un montant total de 9,8 millions de dollars, pendant que les composantes B (Aménagements structurants d'accès aux plateformes) et C (Gestion, Coordination et S&E) pour les montants respectifs de 4 et 0,9 millions de dollars.

Cette requête, si acceptée par le FIDA aura des conséquences importantes au niveau de la capacité du ProDAF de réaliser la totalité des activités prévues dans le DCP et réduira davantage l'envergure de son impact et l'atteinte des objectifs de développement du Programme. De plus, une attention particulière doit se poser à la composante C, dont les coûts sont incompressibles. Sur cette composante en particulier un manque budgétaire de l'envergure décrit ci-dessus pourrait avoir des conséquences graves au niveau de la capacité d'implémentation du projet de toutes ses activités.

Finalement, la mission a pu remarquer une faible performance de la contrepartie pour ce qui concerne sa contribution en termes d'exonération fiscales. Cela étant dû à la lourdeur et à la longueur des procédures d'exonération, appelle la Contrepartie à un effort accru pour améliorer ses performances à ce sujet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Dans le cadre de la demande d'une réduction des obligations en numéraire de la contrepartie, effectuer une analyse très détaillé sur la possibilité de remplacer la contribution en numéraire par des contributions en nature.	Tutelle	09/2019
Revoir et alléger les procédures d'exonération fiscales afin d'améliorer le taux de contribution de l'état au ProDAF	Tutelle	09/2019
Maintenir un taux de contribution en numéraire afin d'atteindre au moins le 25% de la contribution prévue dans le Accords.	Tutelle	09/2019
Revoir les cibles du Programme en tenant compte de la mobilisation de la contrepartie et de la contribution des bénéficiaires	CENAT	09/2019

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les Accords de financement sont généralement respectés par le Programme en ce qui concerne l'ouverture des comptes désignés et des comptes d'Operations, le respect des Echéances de soumission des rapports d'audit et des rapports financiers. La comptabilité du projet est aussi tenue dans le respect des Accords et les PTBA sont généralement soumis pour approbation au FIDA dans les Echéances requis. Néanmoins, le faible taux de contribution de la contrepartie représente un élément important de non-respect des Accords.

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

L'appréciation générale du plan de passation des marchés (PPM) durant la durée de vie du programme est modérément satisfaisante au regard des contraintes imposées au projet sur lesquelles l'équipe de projet n'a pas assez d'emprise. Cependant, il est souhaitable d'interpeller les principaux acteurs (administrations publiques, URPG et FIDA) en vue d'une meilleure responsabilisation dans la maîtrise des procédures de passation de marchés.

Évaluation de la passation des marchés

Les méthodes de passation des marchés utilisées et les principales étapes des procédures sont en phase avec la réglementation en vigueur. Le taux cumulé d'exécution global du PPM du ProDAF est de 43,2 % au 15/05/2019Le programme a atteint sa vitesse de croisière à partir de cette année, vu que le taux d'exécution était de 75% en 2018. Sa répartition en fonction des différentes catégories de dépenses est la suivante: 72,37% pour les biens et services courants et

51,13% pour les services de consultants et 13,97% pour les travaux.

Après examen des PPM par exercice, la mission a noté avec satisfaction que: (i) ils couvrent tous les 12 mois de l'année, (ii) les activités d'achats sont présentées par composante et sont correctement identifiées et référencées, (iii) les activités d'achats sont regroupées selon la catégorie (biens/travaux/services) pour chaque composante et en lots/marchés groupés au sein de chaque catégorie, le cas échéant, (iv) les méthodes de passation des marchés choisies sont globalement en ligne avec l'accord de financement, les directives du FIDA et les règles nationales applicables en matière de marchés publics. Toutefois, la mission a relevé que la durée moyenne d'une procédure de passation de marchés tourne autour de 10 mois et atteint 15 mois dans plusieurs cas, contre une moyenne de six (6) mois considéré comme raisonnable au Niger. Les responsabilités de cet allongement des délais sont réparties entre les URGP et les différentes instances du Gouvernement à cause d'une anticipation insuffisante dans le déclenchement et suivi rapproché de certains dossiers et le suivi rapproché des procédures, ainsi que la lenteur et la non performance de certaines dispositions dans la procédure de passation des marchés publics au Niger.

Par ailleurs, les offres des entreprises ne reflètent pas souvent leurs capacités réelles et les comités d'évaluation n'exploitent pas toujours certaines clauses du code de marchés relatives à la vérification des informations fournies par les entreprises dans la phase d'attribution des marchés, par exemple par des visites de vérification. Les retards dans l'exécution des marchés ne sont pas sanctionnés conformément aux clauses des contrats.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Se prononcer sur le Dossier des études de réalisation des stations de pompes pastorales et contractualiser avec les services techniques de la région pour le contrôle des travaux	URGP DIFFA	07/2018
Adopter des procédures d'urgence pour atteindre les objectifs de 2018 sur l'exécution du plan de passation des marchés	URGP Diffa	

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement	Note: 5	Notation précédente: 4
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La performance du ProDAF est globalement très satisfaisante. L'ensemble des activités clés sont mis en oeuvre selon la planification globale du projet et les résultats et effets au niveau des bénéficiaires sont satisfaisants notamment : (i) l'amélioration de la production agricole et animale par l'intensification et les bonnes pratiques agricoles se traduit par une augmentation des rendements de plus de 30% pour les cultures pluviales et de plus de 40% pour presque toutes les cultures légumières et (ii) l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers le renforcement des capacités et l'éducation nutritionnelle des femmes qui ont valorisé les produits locaux à haute valeur nutritionnelle pour l'alimentation des ménages – ainsi, 62% des bénéficiaires ont signalé une réduction significative de la malnutrition dans leur ménage, en raison de la contribution de la préparation de l'alimentation

Évaluation de la performance globale de l'exécution	Note: 4	Notation précédente: 4
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

En matière de production agricoles, pour les céréales, les rendements en mil sont de 892 kg / ha, contre 501 kg / ha au départ; le sorgho est passé de 520 kg /ha à 852 kg / ha, le niébé de 585 kg / ha à 895 kg / ha. Pour les cultures légumières, les rendements moyens sont de 43 t / ha pour les oignons, de 34 t / ha pour les tomates et de 43 t / ha pour les choux. En matière d'alphabétisation fonctionnelle le projet a permis la mise en place et le plein fonctionnement de 206 centres d'alphabétisation avec 206 7 695 membres de groupes communautaires, dont 56% de femmes formées à la gestion et à la vie communautaire. S'agissant de l'autonomisation économique des femmes, 36 Greniers Féminins de Soudures sont en place avec distribution de 229 tonnes d'intrants agricoles aux ménages vulnérables au profit de 11 299 femmes et un effet direct sur la réduction d'au moins 1 mois de soudure. La construction de plateformes de commercialisation et la réhabilitation de pistes rurales facilitent les transactions commerciales de produits agricoles avec un effet direct sur le coût du transport et la fluidité des échanges commerciaux.

F. Pertinence

Pertinence	Note: 6	Notation précédente: 6
-------------------	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La pertinence du ProDAF est très satisfaisante vis-à-vis des priorités et politiques nationales et les besoins des populations rurales. La logique interne, la cohérence et l'articulation entre les différentes composantes sont satisfaisantes. L'objectif global du ProDAF d'augmenter durablement la productivité agricole des exploitations agricoles familiales, d'augmenter les revenus des populations rurales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que d'améliorer leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux, demeure très pertinent après près de 3 ans de mise en œuvre. Il est étroitement aligné aux politiques nationales et aux documents stratégiques du FIDA. Les visites de terrain ont confirmé que le ProDAF a suscité un engouement largement perceptible et un véritable intérêt des populations locales, particulièrement les femmes. On observe en effet une grande mobilisation des bénéficiaires et toutes les parties prenantes autour du projet.

Principaux problèmes

Le ProDAF est étroitement aligné plusieurs documents de planification stratégique du Gouvernement du Niger notamment: i) la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (2035); ii) le Plan de Développement Economique et Social (2017-2021); iii) le Plan d'action 2016-2020 de l'i3N Initiative; et v) le Plan National d'adaptation. Le ProDAF met en œuvre les activités qui contribuent directement à la réalisation de tous les cinq domaines d'intervention du plan d'actions 2016-2020 de l'i3N à savoir i) la maîtrise de l'eau pour les productions agro sylvo-pastorales et halieutiques; ii) la promotion des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et les chaînes de valeur; iii) la gestion intégrée et durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement; iv) la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; et v) la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'i3N.

Le ProDAF est fortement aligné au cadre stratégique du FIDA 2016-2025 qui a comme objectif primordial d'investir dans les populations rurales afin que celles-ci parviennent à se libérer de la pauvreté et à assurer leur sécurité alimentaire grâce à des moyens de subsistance rémunérateurs, durables et résilients. Les interventions du REPER sont conformes aux politiques du FIDA en matière de (i) ciblage, égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; (ii) gestion des ressources naturelles et de l'environnement; (iii) changement climatique; (iv) intégration des petits producteurs et du secteur privé dans les filières agricoles; et (v) politique de finance rurale.

Enfin, le ProDAF contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable 2 (Faim Zéro), 10 (Inégalités réduites) et 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) au Niger.

Modifications							
Réallocation entre catégories de dépenses Une réallocation entre catégories de dépenses est indispensable à cause de la sous-budgétisation et l'omission des lignes budgétaires dans le COSTAB; l'augmentation des coûts unitaires, la non-mobilisation de la contrepartie de l'Etat et les contributions des bénéficiaires, et le besoin de transposition à grande échelle de certaines interventions du Programme.						Oui	<input checked="" type="checkbox"/>
Extension of Project Completion Date						Oui	<input type="checkbox"/>
Cadre logique						Oui	<input checked="" type="checkbox"/>
Des changements sont proposés sous le point I, ci-dessous et concernent en grande partie l'alignement avec le SMRO et l'actualisation des cibles de certains indicateurs.							
Financement additionnel						Oui	<input type="checkbox"/>
Zone d'intervention						Oui	<input type="checkbox"/>
Cancellation				full	<input type="checkbox"/>	partial	<input type="checkbox"/>
Non-pertinent							
Environmental and social category (SECAP)		new:	A	<input type="checkbox"/>	B	<input type="checkbox"/>	C

Une note SECAP sera préparée.							
Climate Risk Classification (SECAP)	new:	high	<input type="checkbox"/>	medium	<input type="checkbox"/>	low	<input type="checkbox"/>
Non-pertinent							

G. Enseignements tirés

Stratégie de mise à échelle

L'examen du cadre logique du projet à mi-parcours a révélé les constats suivants: (i) le nombre d'indicateurs est très élevé, 49 au total contre une norme communément admise de 20 conformément aux orientations actuelles du FIDA; (ii) la prédominance des indicateurs des produits au détriment des indicateurs d'effets; (c) la non spécificité de certains indicateurs de produits, (iii) le besoin d'actualisation des cibles de certains indicateurs après la revue à mi-parcours; (iv) le nouveau contexte du Système de Mesure des Résultats Opérationnels (SMRO) avec la simplification et l'introduction des indicateurs de base et son implication sur le cadre logique.

Ainsi, le cadre logique actualisé comprenant 20 indicateurs principaux vise à:

- simplifier le cadre logique actuel afin de réduire le nombre d'indicateurs en supprimant les indicateurs les moins pertinents, tout en assurant l'intégrité du système de S&E;
- améliorer la cohérence d'ensemble du système de S&E par l'intégration des indicateurs du nouveau système opérationnel de mesure des résultats du FIDA (indicateurs de base) dans le cadre logique. Il s'agit de remplacer certains indicateurs spécifiques du projet par leur équivalent indicateur de base afin d'éliminer les redondances et améliorer la lisibilité;
- actualiser les cibles de certains indicateurs notamment le nombre de km de pistes rurales à construire/réhabiliter, le nombre d'hectare à irriguer, les superficies d'espace pastoraux à aménager, les nombre de prestataires de services financiers à appuyer ainsi que les superficies à aménager en RNA.

Les indicateurs supprimés du cadre logique demeurent dans le système général de mesure et de suivi des résultats du projet afin d'assurer la planification des activités du projet, le suivi de l'exécution physique, l'évaluation continue, la communication sur les résultats du projet et la production des rapports périodiques spécifiques destinées aux parties prenantes de la mise en œuvre du projet (FIDA, ASAP, FEM, OFID, Gouvernement et Haut-Commissariat à l'initiative 3N, etc.).

En outre, les libellés des résultats d'effet du projet ont été reformulés et simplifiés pour améliorer la cohérence du cadre logique. Le contenu et la logique des résultats d'effets du projet demeurent toutefois inchangés.

Stratégie de mise à échelle

Le ProDAF remplit plusieurs conditions pour le passage à grande échelle: Son objectif de développement de toucher plus de 2 millions de personnes, l'approche PDE et les investissements structurant, la promotion des échanges transfrontaliers pour l'intégration régionale, le dialogue politique, le développement des micros et petites entreprises agricoles, la récupération des terres et la RNA, etc. L'approche PDE a fait ses preuves a été reprise dans différents plans de développement régionaux et par d'autres partenaires économiques et financiers (AFD, Banque Mondiale, coopération danoise) car elle permet d'agir dans la durée et de façon simultanée sur le développement économique, au niveau du ménage pratiquant l'agriculture familiale, des centres de collectes satellites, ou encore des marchés de demi-gros qui créent un contexte favorisant la demande en productions agricoles. La formulation des futurs investissements du FIDA (et de ses partenaires) devrait davantage intégrer le passage à grande échelle comme un objectif stratégique. Les futurs projets doivent faire de la transposition à plus grande échelle des éléments clés de leur stratégie, et élaborer une stratégie de mise à échelle dès leur démarrage pour étendre, reproduire, adapter et soutenir, dans l'espace et dans le temps, les innovations couronnées de succès, afin de toucher un plus grand nombre de ruraux pauvres.

Le ProDAF consiste à déployer des efforts délibérés pour renforcer l'impact de ces résultats en vue d'en faire bénéficier un plus grand nombre de personnes sur une base durable. Il est important de noter qu'avec l'extension du ProDAF à Diffa, son expansion géographique dans les régions déjà couvertes et son extension dans la nouvelle région de Dossa à travers le Projet de renforcement de la résilience des communautés Rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger (PRECIS) le ProDAF Niger touchera plus de moitié de la population du Niger. La transposition à grande échelle sera assurée (i) en mobilisant un volume beaucoup plus important de financement et de ressources destinés à être investis dans

des zones de concentration autour des bassins de production et de développement; (ii) en améliorant la qualité des investissements du FIDA; (iii) en établissant des partenariats stratégiques et des synergies opérationnelles avec d'autres projets et programmes en cours ou en formulation; et (iv) en intégrant les investissements dans les dynamiques de développement local et de la structuration et professionnalisation des organisations des producteurs qui ont le potentiel et la capacité de catalyser une plus large utilisation des innovations et des résultats promus au-delà des bénéficiaires directs dans les zones du projet.

Le ProDAF a été formulé en 2015 en capitalisant l'expérience des projets antérieurs (le PASADEM et le projet RUWANMU) qui ont produit des résultats probants dans la gestion des ressources naturelles et l'appui à la décentralisation. En cohérence avec les priorités de l'initiative 3N, le ProDAF s'est doté de l'ambition de devenir progressivement un programme pays en fédérant toutes les interventions du FIDA et en mobilisant des financements de plusieurs de ses partenaires au Niger. Le ProDAF a évolué au-delà des projets pilotes exécutés par trois URGP autonomes et indépendantes, en un programme pays qui doit se doter d'un cadre cohérent de coordination permettant une programmation et planification concertées de manière à garantir un déploiement territorial harmonieux et la cohérence dans les approches de mise en œuvre efficace. Les financements du ProDAF-Diffa en 2017 et du PRECIS en 2019 nécessitent une réorganisation des dispositifs de coordination et de mise en œuvre pour assurer que les interventions du ProDAF arrivent effectivement à catalyser un changement systémique durable. Le rôle de la CENAT devrait donc évoluer pour impulser cette vision de changement systémique, et jouer un rôle plus actif d'engagement et de plaidoyer politiques et de renforcement institutionnel pour influencer les réformes nécessaires et la mise en œuvre des politiques favorables au développement de l'agriculture familiale et renforcement de renforcement de la résilience des exploitations agricoles. Cette réorientation demande d'aller au-delà des résultats de terrain des URGP vers le changement des politiques, des réformes institutionnelles et l'amélioration de l'environnement général pour créer des conditions favorisant l'émergence des petites et moyennes entreprises agricoles.

H. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		
Réaliser des voyages d'études d'échange entre les COGES pour leur permettre de capitaliser les bonnes pratiques	AT GRN et URGP	04/2018
AS11: Dispositif de gestion des infrastructures commerciales Conduire une étude de capitalisation sur la soutenabilité de la gestion des MDG de Tessaoua et Sabon Machi afin de valoriser les leçons tirées au niveau des MDG et Plateforme en construction	CENAT/URGP Maradi	07/2018
Mettre en place les kits caprins entre juillet et septembre	RC 1 / Assistante LFSN, URGP Zinder	09/2018
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux Elaborer un manuel harmonisé d'ingénierie sociale permettant aux URGP d'avoir une vision unique et harmonisée des OME	CeNAT avec l'appui des URGP	10/2018
AS8: Leadership féminin et sécurité nutritionnelle Documenter le dispositif spécifique mis en place à Tahoua pour les Greniers féminins de soudure (GFS) afin d'apprécier sa pertinence et sa durabilité	URGP Tahoua	10/2018
AS13: Intégration régionale des échanges Organiser en collaboration avec la CMNNC une conférence bilatérale sur le financement des CTL	CENAT/CMNNC	10/2018

Exploiter les conclusions des forums régionaux en gestion des ressources naturelles dans l'élaboration des plans d'exploitation délai: immédiat	Coordonnateurs URGP	12/2018
Conduire des évaluations préalables des nouvelles AGR comme effectué pour les AGR créées en 2017. immédiat et continu	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	12/2018
Suivi plus soutenu Effectuer un suivi plus soutenu pour appuyer les promotrices des AGR dans la tenue des comptes d'exploitation et rendre compte des marges dégagées et donc de l'impact sur leur autonomie financière. Immédiat et continu	Responsable Volet avec appui RSE	12/2018
collecter les données Pour les campagnes futures, collecter les données des productions, surfaces emblavées et rendements lors des récoltes pour confirmer les estimations enregistrées. Janvier 2019 et continue	RSE des URGP	01/2019
Réalisation de mini-barrages Prospecter la possibilité d'entreprendre la réalisation des mini-barrages par l'ONAHA qui dispose de l'expertise et des équipements, après une évaluation des capacités de cette structure de l'Etat	Coordonnateurs URGP et CeNAT	02/2019
Outils pour une meilleure exécution et suivi des opérations Harmoniser et mettre au point avec les opérateurs des outils pour une meilleure exécution et suivi des opérations (fiche standard de suivi zootechnique et protocole spécifique sur la conduite de la quarantaine).	RSE des URGP	02/2019
Sensibilisation des agro éleveurs sur la prise en charge systématique des vaccinations Intégrer la sensibilisation des agro éleveurs sur la prise en charge systématique des vaccinations des PR et des volailles dans l'ingénierie sociale.	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	02/2019
Suivi plus rapproché de la mise en œuvre de la convention avec les ONG Assurer un suivi plus rapproché de la mise en œuvre de la convention avec les ONG afin d'améliorer l'appui conseil des COGES	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	02/2019
affiner le ciblage Doter les Animatrices Villageoises de manuels d'enseignement sur le leadership et affiner le ciblage afin que la formation bénéficie en priorité aux femmes déjà membres de structures décisionnelles en dehors des groupements MMD	Responsable Volet avec appui Coordonnateurs URGP	02/2019

L'équipement systématique de chaque site Etudier dans le cadre de la RMP, les possibilités financières pour l'équipement systématique de chaque site DIPE avec un broyeur.	Coordonnateurs URGP	06/2019
Synergie d'action Renforcer la synergie d'action avec le Programme Régional de Libre des Produits agricoles en Afrique de l'Ouest (ProFAB) et le Programme Gestion des Frontières de la GIZ/UE pour l'appuyer les CTL du Nigeria	CENAT et 3 URGP	
Appuyer le gardiennage pendant la période de mise en défens sur l'ensemble des sites de récupération des terres sur la base de contrats d'objectifs	AT GRN et URGP	
Ingénierie sociale Procéder à l'ingénierie sociale permettant le passage des COGES à une convention locale de gestion durable incluant l'ensemble des usagers du territoire pour les sites n'ayant pas d'AUE	CCA des URGP	
Organiser un forum communal pour les sites où persiste le non-respect des mises en défens Organiser un forum communal pour les sites où persiste le non-respect des mises en défens, afin d'amener à un consensus entre l'ensemble des usagers du territoire	CCA des URGP	
Renforcer l'émergence des nouveaux GACAP en accompagnant les paysans relais issus des CEP à se structurer en groupement	RC 1 / 3 URGP	
Diagnostic approfondi Conduire un diagnostic approfondi, proposer des mesures correctives et élaborer des plans d'action face aux faibles capacités et défaillances des entreprises des travaux et des bureaux d'études et de contrôle	CENAT et 3 URGP	
Poursuivre le dialogue avec les autorités du Nigeria pour le financement des activités des CTL	CENAT et 3 URGP	
Efficacité en matière de développement		
Genre & qualité de la participation des femmes et des jeunes Veiller à ce que la prise en compte du genre se traduise également de manière effective dans la réalisation de toute activité (autres que celles réservées à l'AS8) jugée potentiellement profitable pour les femmes et les jeunes, et où leur participation est encore limitée par l'existence de barrières socio-culturelles et/ou pour des limitations en termes de possibilité financières.	Responsables de Composantes	07/2018

Productivité Agricole Elaborer une note d'orientation sur les kits volailles à partir de la feuille de route disponible afin de clarifier les éléments opérationnels liés à sa mise en œuvre	CENAT – AT Vêto	09/2018
Productivité Agricole Elaborer une note spécifique sur l'ingénierie sociale, en complément à la note de cadrage sur les kits de PR, qui prendrait en compte l'organisation / structuration des femmes et la gestion interne des opérations	CENAT – AT Vêto	12/2018
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Constituer une base de données de bureaux d'ingénieurs conseil et d'entreprises de travaux Constituer une base de données de bureaux d'ingénieurs conseil et d'entreprises de travaux qui ont exécuté avec satisfaction et dans les délais les prestations et les short-lister prioritairement	Coordo. URGP	12/2017
Accélérer le processus de révision et d'harmonisation Accélérer le processus de révision et d'harmonisation des éléments constitutifs de l'ensemble des conventions et contrats de mise en œuvre au niveau des trois URGP	CENAT	
Relever systématiquement les coordonnées GPS des surfaces d'intervention pour les activités de récupération des terres et de RNA	CCA des URGP	
Gestion du projet		
Plan d'action budgétisé semestriel Accompagner le plan d'action budgétisé semestriel d'un plan de décaissement mensuel permettant de s'assurer de la capacité d'absorption des dites ressources sur la période	ATN / CF – CENAT	12/2017
Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA afin d'optimiser la productivité globale du programme, d'améliorer l'efficacité opérationnelle dans l'exécution des contrats et de réajuster la démarche de planification financière du PTBA pour obtenir un budget réaliste et décaissable sur l'exercice budgétaire	ATN / CF – CENAT	12/2017
Organiser un atelier de formation après la stabilisation de l'application pour permettre aux différents responsables de composantes de se l'approprier	Informaticien	01/2018
Améliorer l'Analyse Economique et Financière des actions du projet par la mise à jour des tableaux Excel avant chaque mission de supervision	RSE au niveau national et régional	07/2018

Poursuivre les efforts pour mobiliser les fonds de contrepartie inscrits dans le ProDAF en attendant de clarifier davantage la situation lors de la revue à mi-parcours du ProDAF	Ministère de l'agriculture	07/2018
amélioration de la collecte des données Dans le cadre de l'amélioration de la collecte des données, systématiser l'enregistrement des effectifs des bénéficiaires par site et désagrégées par genre (Hommes, femmes, réfugiés, retournés et déplacés) pour chaque activités.	RSE Régionaux avec appui RSE CeNAT	02/2019
Harmoniser les présentations et les libellés des grandeurs des indicateurs à mesurer Harmoniser les présentations et les libellés des grandeurs des indicateurs à mesurer pour assurer une présentation identique des résultats pour toutes les équipes de suivi-évaluation des URGP.	RSE Régionaux avec appui RSE CeNAT	02/2019
Gestion et exécution financière		
Se prononcer sur le Dossier des études de réalisation des stations de pompes pastorales et contractualiser avec les services techniques de la région pour le contrôle des travaux	URGP DIFFA	07/2018
Assigner la responsabilité de l'évaluation des RAF des URGP à l'AT Gestion Financière de la CENAT en ce qui concerne les aspects techniques de leur travail L'ATGF de la CENAT sera responsable de l'évaluation des RAF des URGP en ce qui concerne les aspects techniques de leur travail, pendant que le Coordonnateur évaluera les aspects administratifs. Le poids donné dans l'évaluation aux aspects de gestion financière et comptable devra être majoritaire.	ATGF CENAT/ Coordonnateur	08/2019
Réviser les TDR des RAF des URGP afin de garantir un rôle plus actif en tant que responsables de la comptabilité de l'URGP et soumettre au FIDA pour approbation.	Coordonnateur/RAF CENAT	08/2019
Restructurer le système actuel de flux de fonds entre la CENAT et les URGP.	Coordonneurs, RAF, CENAT	09/2019
Permettre à la CENAT de s'équiper efficacement en termes de réseaux internet afin de pouvoir exploiter le système de paiement en ligne ICP.	FIDA/CENAT	09/2019
Dans le cadre de la demande d'une réduction des obligations en numéraire de la contrepartie, effectuer une analyse très détaillé sur la possibilité de remplacer la contribution en numéraire par des contributions en nature.	Tutelle	09/2019
Revoir et alléger les procédures d'exonération fiscales afin d'améliorer le taux de contribution de l'état au ProDAF	Tutelle	09/2019

Maintenir un taux de contribution en numéraire afin d'atteindre au moins le 25% de la contribution prévue dans le Accords.	Tutelle	09/2019
Revoir les cibles du Programme en tenant compte de la mobilisation de la contrepartie et de la contribution des bénéficiaires	CENAT	09/2019
Réviser la grille d'évaluation du personnel financier et comptable et des RAF en privilégiant les aspects de gestion financière et comptable.	CENAT/Coordonnateurs	09/2019
Promouvoir les Assistants Comptables au poste de Comptable et redéfinir leurs termes de référence avec l'objectif de respecter la séparation des tâches et un système de rotation Les assistants comptables seront promus à comptables. Les TDR des deux comptables seront définis avec l'objectif de respecter la séparation des tâches. L'assignation des TDR pourra se faire de manière rotative selon un calendrier fixe établi par le RAF en accords avec les comptables permettant une rotation régulière des tâches parmi les comptables.	Coordonnateur/RAF	10/2019
Mitiger le risque du à la concentration des comptes bancaires du projet dans une seule institution en considérant d'autres institutions bancaires à ces fin	Tutelle, CENAT	12/2019
Faire valider par le CP et le FIDA les dépenses éligibles sur le compte "Autres Ressources" Les deux (02) comptes désignés FIDA et ASAP ont produit des intérêts d'un montant global de 55 351 511 F CFA au titre de l'exercice 2018. Cependant, le compte comptable n° 14880 « Autres ressources » qui enregistre ces intérêts, présente un solde différent du fait du système de comptabilisation appliqué par le ProDAF lui permettant de garder toutes les traces des opérations sur ce compte, sans engager des imputations analytiques et budgétaires du PTBA. L'auditeur recommande la détermination d'une liste validée par le Comité de Pilotage du ProDAF, des dépenses éligibles sur le compte « autres ressources. Cette liste doit également être soumise à l'ANO du FIDA.	Coordonnateur/RAF	12/2019
Utiliser, lors du calcul des salaires, le nombre des charges dûment justifiées par l'employé Il a été relevé quelques insuffisances dans la détermination de nombre des charges des employés. En effet, au niveau de certains employés le nombre de charges figurant sur le bulletin est différent de nombre de charges déclarées et justifiées (éléments trouvés dans les dossiers). Cet état de fait ne permet pas de justifier l'exhaustivité et la véracité des nombres de charges utilisés dans la détermination de l'impôt sur les salaires exposant ainsi le programme à des risques de redressement fiscal	RAF/Comptable	12/2019

<p>Soumettre les frais de mission forfaitaires mensuels à l'appréciation du FIDA et en tenir compte dans le traitement des salaires des agents en procédant aux retenues et versements de l'ITS correspondant</p> <p>L'auditeur a constaté que des forfaits de frais de mission sont payés mensuellement et régulièrement, ce qui constitue un élément complémentaire de la rémunération octroyé (payé à l'agent quand bien même, il n'effectue pas par moment de déplacement au cours du mois). Ces rémunérations ne sont également pas, dans certains cas, justifiées par des rapports et ordres de mission.</p>	RAF/Coordonnateur	12/2019
<p>Instaurer une procédure d'apurement des avances par des pièces justificatives probantes avant la libération d'une tranche d'avances supplémentaires.</p> <p>Cette procédure serait améliorée en mettant en place un guide de justifications des avances à fournir par les partenaires qui sera annexé à chaque convention.</p>	RAF/Coordonnateur	12/2019
<p>Adopter des procédures d'urgence pour atteindre les objectifs de 2018 sur l'exécution du plan de passation des marchés</p>	URGP Diffa	
<p>Mettre fin à l'octroi des frais forfaitaires de mission et lier les missions à un programme de travail approuvé et budgétisé</p>	Coordonnateur/RAF	
<p>Le ProDAF Diffa devra interrompre la pratique de préfinancement des dépenses FIDA sur les fonds NORAD. Les dépenses déjà préfinancées seront justifiées sur le fonds FIDA et le compte NORAD sera conséquemment reconstitué</p>	RAF/Coordonnateur	
<p>S'assurer que les factures soient complètes de toutes les informations fiscales nécessaires (NIF) pour procéder régulièrement à la déduction</p>	Comptable/RAF	
<p>Procéder au scannage régulier des pièces comptables au niveau de chaque région. Les URGPs devront être dûment outillées à cet effet.</p>	Comptable/FIDA	
<p>Rédiger et mettre à jours mensuellement une fiche de suivi de recommandations des missions FIDA.</p>	RAF	
<p>Introduire des éléments de performance financière parmi les critères d'évaluation des partenaires et impliquer les RAF dans ce processus d'évaluation.</p>	Coordonnateur/RAF	
<p>Produire un plan d'action immédiat afin de réduire les avances non justifiées de 80%.</p>	Coordonnateurs/CENAT/RAF	
<p>Insérer dans chaque convention la liste et possiblement les modèles des pièces justificatives et rapports attendus des partenaires.</p>	RAF/Responsables Techniques	

Paramétrer le logiciel comptable afin de produire un suivi détaillé des avances Paramétrer le logiciel comptable afin de produire un suivi détaillé des avances (contrats, conventions et avances aux personnel) en collaboration avec les responsables techniques.	RAF/Comptable/TOMATE	
Le membres de l'équipe soumettront un plan de formation du personnel raisonnable qui sera soumis au FIDA pour approbation	Coordonnateur/RAF	
Améliorer les justificatifs des "cash for work" Les justificatifs des "cash for work" doivent comprendre des information supplémentaires sur les bénéficiaires (ex. numéro portable). Et les justificatifs doivent toujours être signés par le responsable technique.	Comptables/RAF/Responsables Techniques	

Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée ProDAF	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										
	Membres des ménages			2 030 000	435 519	1 628 144	80.2				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés										
	Ménages dirigés par une femme			99 825	21 154	80 016	80.2				
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef			190 175	41 063	153 202	80.6				
	Ménages				62 217	233 218					
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes			87 000	24 730	83 593	96.1				
	Hommes			203 000	37 487	149 625	73.7				
	Jeunes			87 000	25 407	75 872	87.2				
	Personnes autres que les jeunes			203 000	36 811	157 347	77.5				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			290 000	62 217	233 218	80.4				
Portée HH size: 7 pers/HH											

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif du projet Contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois							Rapports UNICEF et PAM			La stratégie d'accélération de l'i3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA Mécanismes conjoints (Gouvernement du Niger et Partenaires Techniques et Financiers) performants de gestion des crises
	Réduction malnutrition chronique	52		51		46	90.2				
	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés							Enquêtes d'impact SYGRI			
Objectif de développement Augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Augmentation en moyenne de 30% de la marge brute additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (mil/niebé de FCFA 36,000/ha à FCFA 46,800/ha)							"□ Rapport INS, i3N □ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact □ Rapports partenaires et études spécifiques "			"Les risques éventuels identifiés (baisse des rendements suite à des aléas climatiques ou chocs phytosanitaires et/ou baisse des prix de vente des produits agricoles) restent dans la marge des hypothèses de l'analyse économique et financière "
	Marge brute-culture pluviale	36 000	40 000	48 000	131 821	131 821	274.6				
	Pour l'oignon, une marge brute en moyenne de FCFA 1,7 million/ha dans les 7,500 ha irrigués							"□ Rapport INS, i3N □ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact □ Rapports partenaires et études spécifiques "			
	Oignon, marge brute	284 538	1 000 000	1 700 000							
	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique							Rapport INS, I3N, Enquetes d'impact Sygri			
	Femmes				11 892	11 892					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Hommes				4 606	4 606					
	Membres des ménages		150 000	240 000	16 498	38 229	15.9				
Effet direct L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques	1.2.1 Ménages faisant état d'un accès amélioré à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins productives										"Conditions climatiques favorables" "Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables" "Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation" "Le système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel"
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau		18 000	36 000	1 048	4 870	13.5				
	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production							"Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact"			
	Membres des ménages		120 000	240 000	12 836	39 809	16.6				
	Petits éleveurs déclarant une augmentation de la production										
	Petits éleveurs/augmentation de leur cheptel		18 000	15 256	1 225	2 552	16.7				
	Tonne eq CO2/Ha/an séquestrés ou dont l'émission a été évitée							"Dispositif EX-ACT de la FAO"			
	CO2/Ha/an séquestrés /évitée		0.98	1.4	1.8	1.8	128.6				
	Groupes locaux participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique										
	Groupes		150	288							
	Groupements MMD installés pour 3 fédérations										
	Groupements MMD installés		1	3							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit 1.1 Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	3.1.4 Hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat							☐ Rapports prestataires			"Sécurisation foncière préalable aux aménagements et modes de gestion négociés des sites" "Capacité d'appliquer les mesures recommandées suite à l'analyse du suivi piézométrique"
	Superficie en hectares		20 000	21 725	4 439	16 087	74				
	Nbre de personnes dont les droit de propriétés ou d'usage de ressources naturelles ont été enregistrés dans les cadastres nationaux et/ou systèmes de gestion des informations géographiques										
	Persones				1 048	2 164					
	Ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités+ (par type) (35 seuils de type 1 et 2 + 2 mini barrages en étude)							☐ Rapports des STD (environnement, hydraulique)			
	Ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités		75	134	44	51	38.1				
	Périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état										
	Hectares of land			2 030	0	0	0				
	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état										
	Superficie en hectares		4 000	7 000	262	557	8				
	Groupes de gestion des ressources naturelles opérationnels (AUE, COGES sites,)										
	Groupes de gestion des ressources naturelles		150	288		165	57.3				
	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales										
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne										
	Jeunes-accès services financiers en zones rurales-épargne										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Person.s autres que jeunes-accès services financiers en zones rur.-épargne										
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne										
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit			20 546	88	992	4.8				
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			8 805	6	192	2.2				
	Jeunes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			8 805	6	97	1.1				
	Person.s autres que jeunes-accès services financiers dns les zones rur.-crédit			20 546	82	1 081	5.3				
	Personnes ayant accès-services financiers dans les zones rurales-épargne										
	Personnes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			29 351	92	1 182	4				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit 1.2 Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							"□ Rapports des prestataires et des STD partenaires"			Accès à des intrants de qualité (engrais, semences) à un prix abordable
	Hommes formés à la production végétale				7 853	32 732					
	Femmes formées à la production végétale				4 908	18 013					
	Jeunes formés à la production végétale				4 920	17 563					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale				7 841	33 182					
	Personnes autochtones formées à la production végétale										
	Personnes autres que des autochtones formées à la production végétale										
	Hommes formés à la production animale				582	2 753					
	Femmes formées à la production animale				643	4 612					
	Jeunes formés à la production animale				629	3 368					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale				596	3 998					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Hommes formés à la production halieutique										
	Femmes formées à la production halieutique										
	Jeunes formés à la production halieutique										
	Personnes autres que les jeunes formées à la production halieutique										
	Personnes formées à la production végétale		120 000	240 000	12 761	50 745	21.1				
	Personnes formées à la production animale		12 000	30 000	1 225	7 365	24.6				
	Personnes formées à la production halieutique										
	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat										
	Superficie de terre		150 000	210 785	61 720	146 760	69.6				
	1.1.3 Producteurs ruraux ayant accès aux facteurs de production et/ou aux paquets technologiques										
	Femmes				5 551	9 953					
	Hommes				8 435	19 779					
	Jeunes				5 549	13 312					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit 1.3 Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	Groupements de femmes (MMD) sont créés/redynamisés							☐ Rapports des prestataires et des STD partenaires			Les GFS sont gérés sans ingérence des communes en charge de la supervision
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/redynamisés		675	1 350	84	363	26.9				
	Greniers féminins de soudure (GFS) construits/réhabilités										
	Greniers féminins de soudure		45	54	14	50	92.6				
	Banques d'intrants installés										
	Banques d'intrants		18	29	3	9	31				
	Kits productifs distribués										
	Kits productifs distribués		12 288	15 360	1 792	15 199	99				
	Groupes de gestion d'infrastructures créés et formés										
	Groupes de gestion d'infrastructures		63	109	3	203	186.2				
	1.1.8 Nombre de personnes recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition										
	Females				4 567	8 473					
	Effet direct 2: Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage									
Taille des ménages			96 000	240 000							
Augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les 21 marchés réhabilités							☐ Bilans des structures de gestion des centres de collecte satellites et des marchés de demi-gros				
Augmentation des volumes de transaction des produits agricoles			12	30		42				140	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Contrôle pour améliorer le commerce transfrontalier le long des 3 corridors										
	Contrôle		12	17							
Produit 2.1. Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							<input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services <input type="checkbox"/> Cartes des risques climatiques <input type="checkbox"/> PDC/PIA des communes "			Partenariat Public-Privé soutenu par les communes
	Installations de commercialisation construites ou remises en état		6	9	6	9	100				
	Installations de transformation construites ou remises en état		0	0		2	Inf				
	Installations de stockage construites ou remises en état		10	18	6	12	66.7				
Produit 2.2 Les pistes rurales facilitant la circulation dans les PDE (désenclavement des zones de production et accès aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros) sont réhabilitées/ construites	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services et des STD (DRA/GR) <input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Cartes des risques climatiques"			Fonds d'entretien routier opérationnel
	Longueur des routes (km)		400	782	100	208	26.6				
Produit 2.3 Les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement	Groupes de gestion des infrastructures financées par le programme créés (SARL, Unions de producteurs)							<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD			Une culture d'épargne et de crédit se développe en milieu rural
	Groupes de gestion des infrastructures			27		10	37				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et équipés							<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD			
	Réseaux de brigades d'entretien routier		6	9		67	744.4				
	Groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)							<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD			
	Groupes de commercialisation		15	40	6	31	77.5				
	Institutions financières participant au programme* (par type)							<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD			
	Institutions financières			4		4	100				
	1.1.6 Prestataires de services financiers soutenus dans la mise en place de stratégies de desserte, et de services et produits financiers dans les zones rurales										
	Prestataires de services			4							
Produit 2.4 Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place							<input type="checkbox"/> Rapports/cartes du CILSS, SIG			"Stabilité socio-politique au Nigéria; Absence de crise alimentaire majeure"
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers			3		4	133.3				
	Dispositif de suivi des tracasseries routières par corridor est mis en place							<input type="checkbox"/> Rapport du prestataire (CCIAN)			
	Dispositif de suivi des tracasseries routières			3		4	133.3				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Politique 2 Nombre de plateformes opérationnelles multi-acteurs appuyées							□ Rapports d'activités des cadres de concertation			
	Nombre			9		9	100				



Investir dans les populations rurales

Niger

Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions

Revue à mi-parcours

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 06 - 22 JUIN 2019

Date du document 30/12/2019

Identifiant du projet 1100001688

Numéro du rapport: 5208-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Tableau 3A : Exécution des obligations de financement par composante et source de financement
15-May-19

	FIDA				ASAP				FEM				SOUS TOTAL			
Composantes	Montant approuvé (USD)	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%
Compo 1	49,520,910	8,716,643,536	15,687,858	31.7%	11,487,700	3,825,197,511	6,718,544	58.5%	6,704,000	1,030,660,402	2,068,996	30.9%	67,712,610	13,572,501,449	24,475,398	36.1%
Compo 2	35,300,413	4,311,776,231	7,683,849	21.8%			-						35,300,413	4,311,776,231	7,683,849	21.8%
Compo 3	12,168,387	4,750,750,459	8,644,330	71.0%	1,482,800	419,006,838	746,505	50.3%	932,400	114,874,417	229,888	24.7%	14,583,587	5,284,631,714	9,620,723	66.0%
Total	96,989,710	17,779,170,226	32,016,037	33.0%	12,970,500	4,244,204,349	7,465,049	57.6%	7,636,400	1,145,534,819	2,298,884	30.1%	117,596,610	23,168,909,394	41,779,970	35.5%

	OFID				ETAT				BENEFICIAIRES				TOTAL TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT			
Composantes	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%
Compo 1					14,800,000	805,532,183.72	1,388,849	9.4%	9,900,000	382,491,422	764,983	7.7	92,412,610	14,760,525,055	26,629,229	28.8%
Compo 2	14,250,000	3,259,994,273	5,416,123	38.0%	14,600,000	768,917,084.46	1,325,719	9.1%	1,238,000	9,775,100	143,854	11.6	65,388,413	8,350,462,688	14,569,545	22.3%
Compo 3	750,000	111,330,184	162,103	21.6%	4,000,000	256,305,694.82	441,906	11.0%					19,333,587	5,652,267,593	10,224,733	52.9%
Total	15,000,000	3,371,324,457	6,005,976	40.0%	33,400,000	1,830,754,963	3,156,474.07	9.5%	11,138,000	392,266,522	784,533	7.0	177,134,610	28,763,255,336	51,726,953	29.2%

Tableau 3A : Exécution des obligations de financement par source de financement avec engagements
15-May-19

Source de financement	Approbation (USD)	Décaissements AU 15/05/2019 (USD)	% décaissements	DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	Total Décaissements après DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	% décaissements après DRF/DPD EN INSTANCE
FIDA PRÊT & DON 1ère Allocation (1115 & 1116)	48,494,855	22,345,372	46.1%	11,186,923	33,532,295	69.1%
FIDA PRÊT & DON 2ème Allocation (1542 & 1541, 1647 & 1645)	48,494,855	9,670,665	19.9%	3,418,948	13,089,613	27.0%
Don ASAP 1117	12,970,528	7,465,049	57.6%	2,325,909	9,790,958	75.5%
Gouvernement	33,399,651	3,156,474	9.5%	551,724	3,708,198	11.1%
Bénéficiaires	11,138,366	784,533	7.0%	129,310	913,843	8.2%
OFID 1683P	15,000,000	6,005,976	40.0%	624,410	6,630,386	44.2%
FEM-PAI 1618	7,636,422	2,298,884	30.1%	1,105,884	3,404,768	44.6%
NORAD 1 N°2235	3,604,074	2,802,937	77.8%	607,360	3,410,297	94.6%
FIDA PRÊT & DON ProDAF DIFFA N°2551 & 2551	14,175,876	0	0.0%	1,487,690	1,487,690	10.5%
TOTAL	194,914,627	54,529,890	28.0%	21,438,158	75,968,048	39.0%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR TOUS LES FINANCEMENT FIDA
15-May-19

Cat	Description	Allocations en DTS	Décaissement					Solde	
			Décaissement en DTS suivant LGS au 15/05/19	%	Décaissement En attente		Décaissement Total En DTS au 15/05/19	Solde en DTS	
					DRF en FCFA	DRF en DTS			
	Avance		6,273,947.50				6,273,947.50	-6,273,947.50	%
1	Travaux Génie Civil	26,840,000	2,239,883.92	8.35%	2,756,161,153	3,380,649	5,620,532.61	21,219,467.39	20.94%
2	Equipement et Matériel	2,920,000	1,176,916.06	40.31%	299,164,950	366,949	1,543,865.43	1,376,134.57	52.87%
3	Formation	2,360,000	1,733,130.61	73.44%	569,637,805	698,706	2,431,836.23	-71,836.23	103.04%
4	Consultation	8,880,000	2,354,344.60	26.51%	1,343,832,683	1,648,317	4,002,661.21	4,877,338.79	45.08%
5	Biens, services & Intrants	9,200,000	4,787,299.68	52.04%	2,287,233,453	2,805,472	7,592,771.62	1,607,228.38	82.53%
6	Subventions	3,400,000	173,693.69	5.11%	300,142,300	368,148	541,841.86	2,858,158.14	15.94%
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	8,520,000	4,037,494.55	47.39%	915,232,838	1,122,605	5,160,099.70	3,359,900.30	60.56%
	Non alloué	6,880,000		0.00%	0		0.00	6,880,000.00	0.00%
	TOTAUX	69,000,000	22,776,710.61	33.01%	8,471,405,180	10,390,845.55	33,167,556.16	35,832,443.84	48.07%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE Don ASAP
15-May-19

Cat	Description	Allocations en DTS	Décaissements					Soldes	
			Décaissements en DTS au 15/05/2019	%tage	Décaissement en attente		Décaissement Total En DTS	Solde en DTS	
					En FCFA	En DTS			
	Avance		1,170,280				1,170,280	- 1,170,280	
1	Travaux	1,220,000	1,457	0.12%	337,385,000	413,829	415,286	804,714	34.04%
2	Equipement et Matériel	270,000	33,114	12.26%		-	33,114	236,886	12.26%
3	Formation	250,000	315,075	126.03%		-	315,075	- 65,075	126.03%
4	Consultation	1,080,000	541,860	50.17%	137,985,000	169,249	711,110	368,890	65.84%
5	Biens, services & Intrants	4,420,000	2,996,303	67.79%	811,000,181	994,756	3,991,059	428,941	90.30%
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	1,090,000	252,664	23.18%	62,657,000	76,854	329,518	760,482	30.23%
	Non alloué	920,000				-	-	920,000	
	TOTAUX	9,250,000	5,310,753	57.41%	1,349,027,181	1,654,688	6,965,441	2,284,559	75.30%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE Don FEM
15-May-19

Cat	Description	Allocations en USD	DECAISSEMENTS						
			Décaissements en USD au 15/05/2019	%tage	Décaissement en attente		Décaissement Total En USD	Solde En USD	%tage Décais.
					En FCFA	En USD			
	Avance		550,345				550,345	- 550,345	
1	Travaux	2,429,645	0	0.0%	59,160,000	102,000	102,000	2,327,645	4.2%
2	Equipement et Matériel	106,876	1,069	0.0%			1,069	105,807	1.0%
3	Formation	255,519	6,803	2.7%	37,750,000	65,086	71,889	183,630	28.1%
4	Consultation	607,720	98,590	16.2%	39,900,000	68,793	167,383	440,337	27.5%
5	Biens, services & Intrants	3,293,852	1,548,280	47.0%	480,652,907	828,712	2,376,992	916,860	72.2%
6	Subventions	0	0				-	-	
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	179,169	93,797	52.4%	23,949,600		93,797	85,372	52.4%
	Non alloué	763,641					-	763,641	
	TOTAUX	7,636,422	2,298,883.95	30.1%	641,412,507	1,105,884	3,404,768	4,231,654	44.6%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE Don NORAD
15-May-19

Cat	Description	Allocations en USD	DECAISSEMENTS						
			Décaissements en USD au 15/05/2019	%tage	Décaissement en attente		Décaissement Total En USD	Solde En USD	%tage Décais.
					En FCFA	En USD			
	Avance		1,211,850.22				1,211,850.22	- 1,211,850.22	
1	Travaux	960,000	417,622.11	43.50%			417,622.11	542,377.89	43.50%
2	Equipement et Matériel	57,500	78,868.56	137.16%			78,868.56	- 21,368.56	137.16%
3	Consultation	904,800	536,394.56	59.28%	8,625,000	14,870.69	551,265.25	353,534.75	60.93%
4	Biens, services & Intrants	1,276,974	456,155.03	35.72%	320,712,556	552,952.68	1,009,107.71	267,866.29	79.02%
5	Salaires & Indemnités	118,800	62,983.52	53.02%	22,931,400	39,536.90	102,520.42	16,279.58	86.30%
6	Couts de Fonctionnement	36,000	39,062.59				39,062.59	- 3,062.59	108.51%
	Non alloué	250,000					-	250,000.00	
	TOTAUX	3,604,074	2,802,936.59	77.77%	352,268,956	607,360.27	3,410,296.86	193,777.14	94.62%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE Prêt OFID
15-May-19

Composantes et Activités de l'Entité		Allocation (USD)	DECAISSEMENTS				
			Décaissement au 15/05/2019 (USD)	Décaissement en attente (USD)	Total Décaissement	Solde (USD)	%
B	Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales	14,250,000	5,416,123	612,383	6,028,506	8,221,494	42.3%
C	Gestion et coordination du projet, suivi évaluation et gest°	750,000	162,103	12,027	174,130	575,870	23.2%
	Montant autorisé		427,750		427,750	- 427,750	
TOTAUX		15,000,000	6,005,976	624,410	6,630,386	8,369,614	44.2%



Investir dans les populations rurales

Niger

Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions

Revue à mi-parcours

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 06 - 22 JUIN 2019

Date du document 30/12/2019

Identifiant du projet 1100001688

Numéro du rapport: 5208-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice: État d'avancement matériel au 15/05/2019

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cible Globale	Cibles RMP	Cumul cibles réalisées au 15/5/2019	TR des cibles RMP	TR des cibles Global
Activité Structurante (AS) 1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)	Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	9 568	6 824	7 170	105%	75%
	Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	6 367	4 987	4 076	82%	64%
	Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	2 500	1 735	2 192	126%	88%
	Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	1 950	1 525	1 126	74%	58%
	Confection de Haies vives	Ha	400	320	218	68%	55%
	Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	193 425	118 630	86 571	73%	45%
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux	Mini barrages étudiés/en études	Nbre	16	14	16	114%	100%
	Mini barrages construits	Nbre	16	13	0	0%	0%
	Seuils d'épandage type 1 en série étudiés/en études	Nbre	134	89	50	56%	37%
	Seuils d'épandage type 1 en série construits	Nbre	134	75	6	8%	4%
	Seuils d'épandage type 2 en série étudiés/en études	Nbre	5	5	3	60%	60%
	Seuils d'épandage type 2 en série construits	Nbre	5	4	0	0%	0%
	Mares étudiées	Nbre	4	4	1	25%	25%
	Aménagements des mares	Nbre	4	4	0	0%	0%
AS3: Aménagement des bassins de production	Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	400	200	0	0%	0%
	Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	1100	300	0	0%	0%
	Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	2500	1295	797,91	62%	32%
	Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	700	295	0	0%	0%
	Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	845	530	345	65%	

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cible Globale	Cibles RMP	Cumul cibles réalisées au 15/5/2019	TR des cibles RMP	TR des cibles Global
AS4: Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques	Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	12425	9209	5606	61%	41% 45%
AS5: Développement des cultures irriguées	Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	821	594	481	81%	59%
AS6: Amélioration de l'aviculture et du petit élevage	Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	6	6	3	50%	50%
	Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	54	21	6	29%	11%
	Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	210	161	133	83%	63%
	Octroi kits animaux (caprins)	Kits	4440	3188	2468	77%	56%
	Octroi kits animaux (volailles)	Kits	3600	2276	603	26%	17%
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel	Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations OP	Nbre	12	8	15	188%	125%
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel	Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	90	76	36	47%	40%
	Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	1755	995	784	79%	45%
	Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia Tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	3700	2028	2234	110%	60%
	Octroi Kits Agricole-Semences Engrais aux ménages les plus vulnérables	Tonnes	517,5	289	228,9	79%	44%
	Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	320	240	206	86%	64% 57%

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cible Globale	Cibles RMP	Cumul cibles réalisées au 15/5/2019	TR des cibles RMP	TR des cibles Global
	Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	360	258	206	80%	
AS9: Développement des infrastructures commerciales	Marchés de Demi Gros (MDG) étudiés/en études	Nbre	9	5	5	100%	56%
	Marchés de Demi Gros (MDG) construits/en construction	Nbre	9	4	0	0%	0%
	Plates formes de commercialisation étudiées	Nbre	6	6	6	100%	100%
	Plates formes de commercialisation construites	Nbre	6	6	2	33%	33%
	Maisons de Paysans (MP) étudiés	Nbre	5	5	5	100%	100%
	Maisons de Paysans (MP)	Nbre	5	5	5	100%	100%
	Centres de collectes Satellites (CCS) étudiées/en études	Nbre	11	10	9	90%	82%
	Centres de collectes Satellites (CCS) construits	Nbre	11	9	1	11%	9%
AS10 : Construction et réhabilitation des pistes rurales	Linéaires de pistes neuves étudiées	Km	511	511	228	45%	45%
	Travaux neufs	Km	511	428	0	0%	0%
	Linéaires de pistes à réhabiliter étudiées	Km	188	118	79	67%	42%
	Travaux réhabilitation	Km	188	118	0	0%	0%
AS11 : Renforcement des structures de Gestion des infrastructures	Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	3	3	3	100%	100%
AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE	Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Grpe/ Indiv	500	243	50	21%	10%
	Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	21	15	11	73%	52%
	Financement des promoteurs	Nbre	3550	255	6	2%	0%
AS13 : Intégration régionale	Appui à la Mise en place de cellules techniques locales et des corridor	Appui	14	9	13	144%	93%



Investir dans les populations rurales

Niger

Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions

Revue à mi-parcours

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 06 - 22 JUIN 2019

Date du document 30/12/2019

Identifiant du projet 1100001688

Numéro du rapport: 5208-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 3: Application des dispositions relatives aux aspects fiduciaires de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	Etat d'avancement	Observation
B.6 Accord de financement	Compte d'Avance du Don et du Prêt Dès l'entrée en vigueur du présent Accord l'Emprunteur ouvrira au nom du Programme un compte désigné en Francs de la communauté financière africaine (FCFA) à Niamey dans une banque commerciale acceptable pour le FIDA	21/09/2015	Un Compte Désigné a été ouvert au nom du Programme dans les livres de la Banque Agricole du Niger (BAGRI) pour la gestion des avances de fonds faites par le FIDA (Prêt/Don)	Disposition respectée
B.7 Accord de financement	Fonds de contrepartie i) L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du programme pour un montant de 33,4 millions de dollars (USD), représentant: a) l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Programme qui seront pris en charge par l'Emprunteur pour 18,6 millions USD; b) un montant en numéraires de 14,8 millions; ii) Le montant des fonds de contrepartie sera inscrit dans la Loi de Finances	Démarrage et permanent	Un compte a été ouvert au démarrage du programme pour la gestion des fonds de contrepartie. Ce compte a été successivement fermé par la contrepartie Sur les fonds alloués par l'Etat (33,4 millions USD) dans le cadre de l'exécution du ProDAF, les décaissements effectués au 15/06/2019 sont évalués à 3.7 millions USD soit un taux de décaissement de 11%	Disposition très partiellement respectée
7.01b Annexe Conditions Générales	Exécution du Projet Avant le début de chaque année, l'Agent principal du Projet soumet aux Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année considérée. Si le Fonds ne formule aucune observation dans un délai de trente (30) jours suivant la réception du projet de PTBA, il est considéré comme approuvé par le Fonds	31/10/2019	Le projet de PTBA 2019 a été transmis au FIDA le 05 novembre 2018 après son approbation par le comité de pilotage les 26 et 27 octobre 2018	Disposition partiellement respectée
7.02b Annexe Conditions Générales	Disponibilité des fonds du financement L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte d'opération pour chaque bailleur de fonds a été ouvert au niveau des régions	Disposition respectée
9.01	Documents financiers Les parties prenantes au projet tiennent des comptes et des	Permanent	Le ProDAF tient régulièrement à jour des	Disposition respectée

Section	Disposition	Date prévue	Etat d'avancement	Observation
Annexe Conditions Générales	livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées régulièrement appliquées et de nature à refléter les opérations, les ressources et les dépenses relatives au projet. Ces documents sont tenus jusqu'à la date de clôture du financement et conservés pendant au moins les (10) années qui suivent		livres de comptes (journaux, grand livre général des comptes, balance auxiliaire des tiers, balance générale des comptes, tableau des emplois et des ressources et le bilan) conformément au référentiel comptable de SYSCOHADA. L'audit externe des comptes 2017 a conclu que ces états reflètent les opérations, les ressources et les dépenses relatives au ProDAF au 31/12/2017	
9.02 Annexe Conditions Générales	Etats financiers L'Emprunteur/le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds, dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale	30/04/2019	Les états financiers non audités pour l'année 2019 ont été transférés au FIDA en date du 30 avril 2019	Disposition respectée
9.03b Annexe Conditions Générales	Audit des comptes L'Emprunteur/le Bénéficiaire doit remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception	30 juin 2019	Le rapport d'audit des comptes 2017 du ProDAF a été transmis au FIDA le 25 juin 2018. Le rapport d'audit 2019 est attendu au FIDA dans les Echéances requis	Disposition respectée
F.29 Lettre à l'emprunteur	Rapports financiers et audit En outre, des rapports financiers doivent être transmis au FIDA à intervalles trimestriels dans les 45 jours après la fin de la période concernée. La structure de ces rapports sera précisée dans le Manuel de procédures du Projet	15/05/2019	Le rapport financier du premier trimestre 2019 ProDAF a été transmis au FIDA le 15/05/2019	Disposition respectée